



Conseil économique et social

Distr. générale
8 juin 2021
Français
Original : anglais

Session de 2021

23 juillet 2020-22 juillet 2021

Point 17 de l'ordre du jour

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2021

(New York, 17-27 mai et 7 juin 2021)

Résumé

À sa session ordinaire de 2021, qui s'est tenue du 17 au 27 mai et le 7 juin 2021, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 855 demandes d'admission au statut consultatif, dont 339 demandes dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures. Il a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à 432 organisations, a reporté l'examen de 386 demandes à la reprise de sa session de 2021 et a clos, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 34 organisations qui n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées à deux sessions consécutives. Le Comité était par ailleurs saisi de cinq demandes de reclassement, dont il a recommandé que quatre soient approuvées et a décidé de reporter l'examen de l'une. Le Comité a pris acte de sept demandes de changement de nom. Il était également saisi de 696 rapports quadriennaux et a pris note de 604 d'entre eux. Le Comité a entendu les représentants de 27 organisations non gouvernementales.

Le présent rapport contient deux projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est invité à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

- a) D'accorder le statut consultatif à 432 organisations non gouvernementales ;
- b) De reclasser trois organisations non gouvernementales, qui passent du statut consultatif spécial au statut consultatif général ;
- c) De reclasser une organisation non gouvernementale, qui passe du statut d'organisation inscrite sur la Liste au statut consultatif général ;



d) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom de sept organisations non gouvernementales ;

e) De noter que le Comité a décidé de prendre acte des rapports quadriennaux de 604 organisations non gouvernementales ;

f) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 34 organisations non gouvernementales qui n'ont pas répondu aux questions qui leur ont été posées à deux sessions consécutives ;

g) De noter que le Comité a décidé de prendre acte de la demande de trois organisations non gouvernementales de retirer leur demande d'admission au statut consultatif.

Aux termes du projet de décision II, le Conseil prendrait note du présent rapport.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention	4
Projets de décision soumis au Conseil pour adoption	4
Projet de décision I	
Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement, demandes de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales	4
Projet de décision II	
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2021	35
II. Demandes d'admission au statut consultatif, de reclassement et de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales	36
A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures	36
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif, de reclassement et de changement de nom	46
III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	62
A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la session ordinaire de 2020	62
B. Nouveaux rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	64
IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales ; examen des méthodes de travail du Comité : mise en œuvre de la résolution 1996/31 du Conseil ; fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG . . .	65
V. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres	66
VI. Organisation de la session	74
A. Ouverture et durée de la session	74
B. Participation	79
C. Élection du Bureau	79
D. Ordre du jour	79
VII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2021	80

I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

Projets de décision soumis au Conseil pour adoption

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

Projet de décision I

Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement, demandes de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social décide :

a) D'accorder le statut consultatif aux 432 organisations non gouvernementales ci-après :

Statut consultatif spécial

AATASSIMO

Abnaa Al Mahrousa Foundation for Development and Participation

Accept International

ACTAsia

Action Learning, Action Research Association, Ltd.

Action pour la promotion des initiatives locales

Action pour la protection des droits de l'enfant (APDE)

Action Works Nepal

Actis – Rusfeltets Samarbeidsorgan

Africa Alliance for Health, Research and Economic Development

African Council on Narcotics

African Foundation for Development (AFFORD)

African Heritage and Global Peace Initiative

African Parks Network

African Projects for Peace and Love Initiatives Inc.

African Women Lawyers Association, Nigeria Chapter

AKIM Israel – National Organization for People with Intellectual Disabilities and their families, Registered Association

Alhaj-ShamsulHoque Foundation

Alliance Against Trafficking in Women and Children in Nepal

Alliance for Oral Health across Borders, Inc.

Alliance pour le contrôle du tabac en Afrique

American Automotive Policy Council, Inc.

American Museum of Natural History

Amonuriel Sanctuary, Inc.
Anciens esclaves nouveaux citoyens
Animal People, Inc.
Anti-Corruption Trust of Southern Africa
APF France handicap
Arab African Council for Integration and Development
Arise from Ashes, Incorporated (AFA)
Asaba Home-Diaspora Development Initiative
Ashaolu Lawrence Alexandre Foundation
Ashinaga
Asia Centre Co., Ltd.
Asia Pacific Down Syndrome Federation
Asociación Conciencia, Asociación Civil
Asociación de Trabajadoras del Hogar a Domicilio y de Maquila
Asociación Nacional para el Desarrollo Social
Asociația Patronală Uniunea Transportatorilor și Drumarilor din Republica Moldova
Aspen International Mountain Foundation
Aspire Coronation Trust, Ltd./Gte.
Associação de Pais e Amigos dos Excepcionais de S. Paulo
Associação Engenheiros sem Fronteiras – Brasil (ESF-Brasil)
Associação Nacional das Defensoras e Defensores Públicos
Association African Foundation for Migration and Development in Switzerland
Association against Women Export (AAWE)
Association Alter Ego
Association CHS Alliance
Association culturelle pour le développement social (ACDS)
Association des femmes et filles de l'Adamaoua (AFFADA)
Association des femmes pour la promotion des initiatives locales
Association des utilisateurs des technologies de l'information et de la télécommunication (ASUTIC)
Association Geneva Action Platform for Engaging, Learning and Information
Association initiative assurance qualité humanitaire
Association internationale Kofi Annan pour la promotion et la protection des droits de l'homme et la paix (AIKAPPRODHOMP)
Association Jesuit Worldwide Learning – Higher Education at the Margins
Association liaison universelle pour le bien-être des enfants et des jeunes
Association marocaine de Toronto

Association mauritanienne d'appui aux nécessiteux
Association Not 4 Trade
Association pour la défense des droits de l'homme et des revendications démocratiques/culturelles du peuple Azerbaïdjanais, Iran – « ARC »
Association pour la justice, l'égalité, l'insertion professionnelle et la paix en Afrique
Association Song-Taaba des femmes unies et développement
Associazione Culturale « Global Action »
Associazione Rondine Cittadella Della Pace
Atwar Organization for Research and Community Development
Aula Abierta
Australian Medical Students' Association, Limited
Autonomous Non-profit Organization for the Development of Information, Industry and International Cooperation « Integration »
Avnei Derech La'Haim, RA
Avtonomnaya Nekommercheskaya Organizatsiya – Tsentrazvitiya Innovatsionnykh Sotsialnykh Uslug « Partnyorstvo Kazhdomu Rebyonku »
Awaj Foundation
Aztech, FZ-LLC
Badabon Sangho
Bahrain Jurists Society
Bahrain Public Relations Association
Bangladesh Hindu Buddhist Christian Oikyo Parishad, USA, Inc.
Baylor College of Medicine Children's Foundation Uganda, Limited by Guarantee
Beijing Greenovation Institute for Public Welfare Development
Beijing Pengmen International Trade Co., Ltd.
Big Ocean Women
Bright Light Projects
Brighter Green, Inc.
Build Change
Cairo Foundation for Development and Law
Canadian International Chaplaincy Association
Carlson Initiative for Peace and Human Rights
CASES International
Catholic Caritas Foundation of Nigeria
Center for Global Development (US)
Center for Health and Development (CHD)
Center for Innovative and Pragmatic Development Initiative (CIPDI)

Centralized Religious Organization Spiritual Assembly of Muslims of Russia
Centre d'études juridiques africaines (CEJA)
Centre de recherche sur l'anti-corruption
Centre for Human Rights & Governance – SOLACE
Centre mauritanien des droits de l'homme
Centre Zagros pour les droits de l'homme
Churches for Middle East Peace
Citoyens en action pour la démocratie et le développement
Ciudadano Inteligente
Civitas Maxima
Climate Smart Agriculture Youth Network
Cmax Foundation, Inc.
Collegiate Congress
Comitato Europeo per la Formazione e l'Agricoltura
Comité de lutte et d'orientation sur les conséquences du divorce
Comité Pro Ciegos y Sordos de Guatemala
Committee of Friends for Humanity
Community Initiative for Enhanced Peace and Development
Comunicación e Información de la Mujer, AC
Confederación Española de Personas con Discapacidad Física y Orgánica (COCEMFE)
Connected Development Initiative
Conori Consults, Inc.
Conseil pour l'éducation et le développement
Consortium of Institutes on Family in the Asian Region Limited
Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento
Coordinadora Europea de Familias Numerosas
Coralive.org
CorpsAfrica
Croissant vert nigérien (CVN)
C-Sema
Cyber Institute
Cybercafé « Avenir pour tous »
D4DInsights, LLC
Data & Society Research Institute, Inc.
De Montfort University
Débarrasser l'environnement des plastiques PVC

Democratic Network for Action
Development Gateway, Inc.
Development Initiative for Community Impact
Development Initiatives Poverty Research, Limited
Didi Oparaku Health Foundation
Die Internationale Vereinigung für Sport für Alle
Disabled Rehabilitation and Research Association (DRRA)
Dr. B. R. Ambedkar Sports Foundation
Dr.Kalam Smriti International
Dream Factory Foundation
Eagle Vision Charity, Inc.
EAT Foundation
Ecomom Korea
Eden Foundation
Eden Spring of Hope
Education and English for You (EEFY)
Education Relief Foundation
Eko Greater Tomorrow Foundation
Empowering Humanity
Empowerment Initiative for Women and Youth Uganda
Énergies 2050
Enrich Personal Development, Limited
Environmental Care Foundation
Esperantra
European Federation for UNESCO Clubs, Centers and Associations
European Forum for Restorative Justice
Fair Pay Innovation Lab, gGmbH (FPI)
Family Ark Mission
Federation for Education in Europe (FEDE)
Fédération internationale de motocyclisme
Fédération internationale « Militia Sanctae Mariae »
Fields of Green for All, NPC
Fondation Botnar
Fondation emploi décent
Fondation Général Akissi pour la promotion des droits de l'enfant et de la femme
Fondation la France s'engage

Fondation pour l'étude et la promotion des droits humains en Afrique
Fondation Zizi Care
Forest Love and Mountain Love
ForeverGreen Fenosoa
Fortify, Inc.
Forum 21 Institute
Forum delle Donne del Mediterraneo
Forum international des plateformes nationales d'ONG
Foundation for Development Planning, Inc
Foundation for Helpless Old People in African Sub-Region, Warri
Frauen ohne Grenzen/Women without Borders – Sisters against Violent Extremism (SAVE), gemeinnütziger Verein
Fundação Terra dos Servos de Deus
Fundación Global
Fundación Profuturo
Fundación Regional de Asesoría en Derechos Humanos
Future Generations
G_Foundation Social Cooperative Union
Gaia Education
Gammun Centre for Care and Development Nigeria
Garden of Hope Foundation, Community Based Organization
GEMS Development Foundation
Global Aid for Africa (GAA)
Global Aid Hand
Global CEO Alliance Foundation, Inc.
Global Deaf Muslim Federation
Global Life Savers, Inc.
Go Global Foundation
Golden Age Foundation, Limited
GongGam Human Rights Law Foundation
Grassland Cultural Protection and Development Foundation of Inner Mongolia
Grassroot Entrepreneurship Skill Acquisition Initiative
Green Crescent Australia
Green Crescent of Congo
Green Hope Foundation
Groupe d'appui aux projets de développement de la confédération générale des cadres de Togo

Grupo de Análisis para el Desarrollo
Gypsy Council, Inc.
Harlan Group for Civil Rights, Inc.
Hawau Eniola Foundation
Hazrat-e Fatemeh Zahra Charity Institute
HelpAge USA
Hope for a Healthier Humanity Foundation, Inc.
Hope for All
Hrvatska udruga za promicanje prava pacijenata
Humanity Development Initiative, a NJ Nonprofit Corporation
Hungarian Helsinki Committee
I Belong Israel (Masa Israeli) – Journey of Discovery and Connection
I Love Afrika – Congo
Ideas Beyond Borders, Inc.
Iépé – Instituto de Pesquisa e Formação Indígena
Ijeoma Foundation for the Old People
ILAR, Inc.
Imaging the World Africa
Impart Change
Independent Medico – Legal Unit
Initiative 243
Institute for Ecological Civilization
Institute for Human Rights
Institute for Reporters’ Freedom and Safety
Institute of Environmental Science for Social Change, Inc.
Institute of the Black World 21st Century, Inc.
Instituția Privată Centrul Național de Studii și Informare pentru Problemele Femeii
« Parteneriat pentru Dezvoltare »
Inter-African Committee in Norway
Interfaith Encounter Association
Interfaith International
International Association for Public Participation Australasia, Limited
International Association for the Development of the Abaza-Abkhaz Ethnos
« Alashara »
International Association of Prosecutors (IAP)
International Cancer Expert Corps
International Center for Cultural Studies USA, Inc.

International College of Dentists
International Commission of Jurists, Kenya Section
International Council of Beverages Associations
International Council on Monuments and Sites
International Federation of Denturists
International Initiative for Inter-Religious Communion
International Road Assessment Programme
International Society of Nephrology
International Society on Aging and Disease
International Strategists Alliance, LLC
International Support For Human Rights
International Union of Interventional Radiologists
Internationaler Wirtschaftssenat, eV
Intervention Council for Women in Africa
Invisible Girl Project Incorporated
Iran Alzheimer Association – Imam Ali Charitable Foundation
Islamic Cooperation Youth Forum (ICYF)
Japan Platform
JDRF International
Jerusalem Institute of Justice
Joseph Adedayo Foundation
Just Planet
Justice for Iran, Ltd.
Kailash Satyarthi Children’s Foundation of America, Inc.
Khmer National Liberation Front
KidSpirit Inc
Korea Council of Children’s Organizations
L’ONG action contre le sida
League of Arab People Organization
Lebanese Cyberspace Association
Les compagnons solidaires action terre d’Afrique – Association de coopération et d’entraide humanitaire (ACEH)
Les enfants d’abord
Les orchidées rouges
Lidskoprávní organizace Práva a svobody občanů Turkmenistánu z.s.
Lifebox Foundation
Lifelong Learning Platform

Ligue mauritanienne pour l'appui aux initiatives associatives
Macao Youth Federation
Maloca Internationale
Maori Women's Welfare League Incorporated
Mednarodna zveza za zdravje mladih/International Youth Health Organization
Meg Wah/My Earth
Mentoring Assistance for Youths and Entrepreneurs Initiative
Mines Action Canada
Misère Option Zéro
Mission Kids
Mouvement d'organisation des ruraux pour le développement (MORD)
Native American Journalists Association
Network of African Youths for Development (NAYD)
Nigeria Network of Non-Governmental Organisations (NNNGO)
Nigerian Women Trust Fund, Ltd./Gte.
Nitzan – National Center, Society for the Advancement of Children and Adults with Adjustment, Functioning and Learning Disabilities
Nobre Ordem para Excelência Humana (NOHE)
Observatoire-OISHC
OceanElders, Inc.
Office of The Overseer, Noiato Assembly of God, and His Successors
Omnyati
OneAction
ONG Derechos Digitales
ONG Malachie
ONG Sonagnon
Ontario Council of Agencies Serving Immigrants (OCASI)
Open Dreams Organization, Inc.
Organisation Apposition et Engagement Civiques (OAEC)
Organisation des Nations Autochtones de Guyane (ONAG)
Organisation El Insaniya
Organisation européenne des centres islamiques (OECI)
Organisation futur rayonnant
Organisation internationale pour le développement économique social et humanitaire
Organisation pour le développement international social solidaire intégré (ODISSI)
Organização das Mulheres Marítimas Africanas (WIMAfrica)
Orphaned Starfish Foundation Inc

Ostoeogenesis Imperfecta Foundation Nigeria (OIFN)
Pacific Allied Women's Council Inspires Faith in Ideals Concerning All, Incorporated (PACIFICA)
Pangée ONG Ingénierie de paix
Paradise Mission for Widows & Teenage Girls
Partners for Peace and Prosperity, Inc.
Partners for Progressive Israel
Peace One Day Mali
Peace Research Institute Oslo
People Forum for Human Rights (People Forum)
Plateforme des organisations de femmes haïtiennes pour le développement
Platform for Youth Integration and Volunteerism
Plymouth Marine Laboratory
Pompiers humanitaires
ProVeg Deutschland, eV
Qendra për Nisma Ligjore Qytetare (QNL)
Raad Al-Ghadir Charity Institute
Rashi Foundation, RA
Rehoboth Dream Solid Foundation
Republican Social Information Center « Istiqbolli Avlod »
Réseau « 2 Congo genre et développement »
Réseau « Ensemble contre la torture en Mauritanie »
Réseau européen pour l'Afrique centrale/European Network for Central Africa
Réseau progrès et développement humanitaire du Niger (REPRODEVH)
Resilience Birthright, Inc.
Rights and Resources Institute, Inc.
Rise, Inc.
Rocky Mountain Institute
Rotarian Action Group Addiction Prevention
Royal Health Awareness Society
Rule of Law and Anti-Corruption Center (ROLACC)
Rural Health Care Initiative
Safe Communities Foundation New Zealand
SANCSS Australia, Ltd.
Sani et Salvi – SETS Universalis
Scholé Futuro
School News Nationwide, Inc.

Schweizerischer Gehörlosenbund
SEDARVP Ghana
Self-Advocates Becoming Empowered, Inc.
Sepehr Cultural Development Foundation
Shaik Taher Azzawi Charity Organization
Sheatufim – Public Benefit Company for the Advancement of the Civil Society, Ltd., CC
SHEILD
Shuhada Organization (SO)
SIA-Africa, Inc.
Sigaw ng Kabataan Coalition
Silver Lining for the Needy Initiative
Smile Train, Inc.
Smiles Africa International
Social Economic Development Society
Société internationale d'oncologie gériatrique (SIOG)
Soleil des orphelins
Solidariedade Na Mokili
Solimai – Società Cooperativa Sociale
SOS Urgence
Sosial Akıl Derneği
Southern Africa Embrace Foundation
Stichting Mama Cash
Strength in Diversity Development Centre
SuperHealth, Inc.
Sure Smiles Women and Children Advocacy Initiative
Tafawuq Consulting Center for Development
Tanzania Bora Initiative
Tanzania Green Crescent Community
Terram Pacis
The Canadian Federation of Business and Professional Women/La fédération canadienne des femmes de carrières commerciales et professionnelles
The Centre against Racism in Iran
The Duskin AINOWA Foundation, Public Interest Incorporated Foundation
The English-Speaking Union of the United States
The Fyera Foundation
The Heschel Center for Sustainability
The International Society of Physical and Rehabilitation Medicine (ISPRM)

The Islamic Welfare Association Group
The Latin American Studies Association
The May 18 Memorial Foundation
The Non-Violence Project Foundation (NVPF)
The Partnering Initiative
The Research Institute for the Integration of World Thought Inc.
The Resource Foundation, Inc.
The Royal College of Speech and Language Therapists
The Shipibo-Conibo Center, Inc.
The Zigen Fund, Inc.
Tiqua, eV
Trees for the Future, Inc.
Trinity Girls Network Corporation
Trinity International Univer of Ambassadors Corporation
Trócaire
Trustees of Tufts College
Truth & Reconciliation Corner, Inc.
Tunisie pôle mondial de la bonne santé et du bien-être pour tous
Ugo's Touch of Life Foundation
Uluslararası Doktorlar Derneği
União Nacional das Organizações Cooperativistas Solidárias
Union pour la protection, la défense des droits humains et de l'environnement dans la région des Grands Lacs
United Bible Societies Association
United Umuada Igbo Club International, Inc. (UUIC)
Ventura County Women's Forum Collaborative
Vera Institute of Justice, Inc.
Voice of Women Organization
VšĮ « Žmogaus teisių apsauga »
WEFA – Humanitäre Organisation, eV
Wereld Esperanto – Jongeren Organisatie/Tutmonda Esperantista Junulara Organizo (TEJO)
West Africa Coalition for Indigenous People's Rights (WACIPR)
White Ribbon Alliance for Safe Motherhood, Inc
With My Own Two Hands Foundation
Women Economic and Leadership Transformation Initiatives
Women's Earth and Climate Caucus

Women's Freedom Forum, Inc.
Women's Technology Empowerment Centre
Workforce Solutions Group, Incorporated
Working Fingers International Initiative
World Education Services, Inc.
World Federation of Chinese Medicine Societies
World Federation of Science Journalists
World Indigenous Tourism Alliance, Limited
World Organization for Human Rights (WOHR)
World Yoga Community, Inc.
Worldwide Initiatives for Grantmaker Support, Inc.
Yerima Balla International Education, Limited
Young Professional Development Society Nepal
Youth Advocates Ghana (YAG)
Youth Competence Center
Youth Resource, Information, Support, Education, Limited (Youth RISE)
Youths Employment Service (YES Cameroon)
Zərərli Vərđişlərə Qarşı İctimai Birliyi
Zinthiya Ganeshpanchan Trust

b) De reclasser les trois organisations non gouvernementales suivantes, qui passent du statut consultatif spécial au statut consultatif général :

African Network of Young Leaders for Peace and Sustainable Development
Institute of Noahide Code
The Fishermen

c) De reclasser l'organisation non gouvernementale suivante, qui passe du statut d'organisation inscrite sur la Liste au statut consultatif général :

International Association of University Professors and Lecturers

d) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom des sept organisations non gouvernementales suivantes :

Africa and Middle East Refugee Assistance (AMERA) (statut consultatif spécial, 2007) en AMERA International, Limited

Dignité impact/Impact Dignity (statut consultatif spécial, 2015) en Dignité impact/Dignity Impact

Fondazione Rosselli Americas (statut consultatif spécial, 2015) en Knowledge for Development, Corp.

International Paint and Printing Ink Council (inscrite sur la Liste, 2004) en World Coatings Council, Inc.

International Peacebuilding Alliance (Interpeace) (statut consultatif spécial, 2007) en Interpeace

IOGT International (statut consultatif spécial, 2011) en Movendi International
World Animal Net, Inc. (statut consultatif spécial, 2015) en World Federation for
Animals, Inc.

e) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux des 604
organisations non gouvernementales ci-après :

Abaad Resource Center for Gender Equality (2016-2019)

Access Israel (2016-2019)

ACT Alliance – Action by Churches Together (2016-2019)

Action Canada for Population and Development (2016-2019)

Action des chrétiens activistes des droits de l’homme à Shabunda (2015-2018)

Action on Smoking and Health (2016-2019)

Advocacy Initiative for Development (AID) (2016-2019)

Africa Humanitarian Action (2016-2019)

Africa Youths International Development Foundation (2015-2018)

African Agency for Integrated Development (AAID) (2016-2019)

African Centre for Community and Development (2016-2019)

Africans Unite against Child Abuse (AFRUCA) (2015-2018)

AIDS Healthcare Foundation (2016-2019)

AIMPO (2016-2019)

Akina Mama Wa Afrika (2015-2018)

Åland Islands Peace Institute (2016-2019)

Al-Ayn Social Care Foundation (2016-2019)

Al-Haq, Law in the Service of Man (2016-2019)

All India Shah Behram Baug Society for Scientific and Educational Research
(2016-2019)

Alliance for Arab Women (2016-2019)

All-Russian Public Organization of Disabled People with Multiple Sclerosis
(2016-2019)

All-Russian social movement « Association of Finno-Ugric peoples of the Russian
Federation » (2016-2019)

Alulbayt Foundation (2016-2019)

American Academy of Pediatrics (2016-2019)

American Civil Liberties Union (2016-2019)

American Planning Association (2016-2019)

American Psychological Association (2016-2019)

Amigos do Protocolo de Kyoto (2015-2018)

Ankara Foundation of Children with Leukemia (2015-2018)

Arab Centre for the Independence of the Judiciary and the Legal Profession (2016-2019)

Arab Network for Environment and Development (2016-2019)

Architects for Peace, Inc. (2016-2019)

Arigatou International (2016-2019)

Article 36, Limited (2016-2019)

Asabe Shehu Yar'Adua Foundation (2016-2019)

Asia Crime Prevention Foundation (2016-2019)

Asia-Japan Women's Resource Centre (2016-2019)

Asian Association for Public Administration (AAPA) (2016-2019)

Asian Consultancy on Tobacco Control, Limited (2016-2019)

Asian Forum for Human Rights and Development (2016-2019)

Asian Non-Governmental Organizations Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (2015-2018)

Asian Science Park Association (2016-2019)

Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women (ARROW) (2016-2019)

Asociación Civil Generación Par (2016-2019)

Asociación « Colectivo de Víctimas del Terrorismo en el País Vasco » (COVITE) (2015-2018)

Asociación de Amigos de las Naciones Unidas (2016-2019)

Asociación Nacional de Empresarios de Colombia (2015-2018)

Asociación para el Desarrollo « Foro Rural Mundial » (2016-2019)

Asociación Regional de Empresas de Petróleo y Gas Natural en Latinoamérica y el Caribe (2016-2019)

Association des fabricants européens de munitions de sport (2016-2019)

Association femmes soleil d'Haïti (2015-2018)

Association for Integrated Sustainable Development Initiatives (AISDI-CIG) (2016-2019)

Association for Progressive Communications (2015-2018)

Association for the Protection of Women's and Children's Rights (APWCR) (2016-2019)

Association mondiale de psychanalyse du champ freudien (AMP) (2015-2018)

Association nationale al Hidn (ANH) (2015-2018)

Association of Families and Women in Rural Areas (2016-2019)

Association of the Indigenous Peoples in the Ryukyus (2016-2019)

« Association of Women with University Education » Social Organization (2016-2019)

Association PANAFRICA (2015-2018)

Association pour la défense des droits de développement durable et du bien-être familial (ADBEF) (2015-2018)

Associazione Initiatives, Researches, Experiences for a New Europe (IRENE) (2015-2018)

Australian Drug Foundation, Inc. (2016-2019)

Autonomous Women's Center (2016-2019)

AVSI Foundation (2016-2019)

Awaz Centre for Development Services (2016-2019)

Azerbaijani American Cultural Association, Inc. (2016-2019)

Bancroft Global Development (2016-2019)

Bangwe et dialogue (2015-2018)

BAOBAB for Women's Human Rights (2015-2018)

Barzani Charity Foundation (BCF) (2016-2019)

Behinderung und Entwicklungszusammenarbeit, eV (2016-2019)

Beijing NGO Association for International Exchanges (2016-2019)

Beit Issie Shapiro – Amutat Avi (2016-2019)

Biovision Stiftung für ökologische Entwicklung (2016-2019)

Bischöfliches Hilfswerk Misereor, eV (2016-2019)

BJD Reinsurance Consulting, LLC (2016-2019)

Blacksmith Institute, Inc. (2016-2019)

Bochasanwasi Shri Akshar Purushottam Swaminarayan Sanstha (2016-2019)

British Humanist Association (2016-2019)

British Nuclear Tests Veterans Association (2016-2019)

British Overseas NGOs for Development (BOND) (2016-2019)

Buddies Association of Volunteers for Orphans, Disabled and Abandoned Children (2016-2019)

Bulgarian Gender Research Foundation (2016-2019)

Business and Professional Women Voluntary Organization – Sudan (2016-2019)

Business Innovation Research Dev. (2016-2019)

Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (2016-2019)

Canadian Labour Congress (2016-2019)

Cancer Aid Society (2016-2019)

Care-to-Help Foundation, a NJ Nonprofit (2016-2019)

Catholic Agency for Overseas Development (2016-2019)

Centa for Organisational Development, Ltd./Gte. (2016-2019)

Center for Africa Development and Progress (2016-2019)

Center for Alcohol and Drug Research and Education (2015-2018)

Center for Egyptian Women's Legal Assistance (2016-2019)

Center for Inter-Ethnic Cooperation (2015-2018)

Center for International Health and Cooperation (2015-2018)
Center for Justice and International Law (2016-2019)
Center of Civil Initiatives Support (2016-2019)
Centre for Democracy and Development (2015-2018)
Centre for Development Communication (2016-2019)
Centre for Economic and Leadership Development (2016-2019)
Centre for Environment and Development (2016-2019)
Centre for Environment and Sustainable Development (India) (2015-2018)
Centre for Human Rights (2016-2019)
Centre for Human Rights and Peace Advocacy (2016-2019)
Centre indépendant de recherches et d'initiatives pour le dialogue (CIRID) (2016-2019)
Centro de Estudios Legales y Sociales, Asociación Civil (CELS) (2016-2019)
Cercle d'initiative commune pour la recherche, l'environnement et la qualité (2015-2018)
Charitable Institute for Protecting Social Victims (2016-2019)
Child Family Health International (2016-2019)
Child Welfare League of America (2016-2019)
Children Education and Social Welfare Society (2016-2019)
China Association for NGO Cooperation (2015-2018)
China Association for Preservation and Development of Tibetan Culture (CAPDTC) (2015-2018)
China Association for Science and Technology (2016-2019)
China Care and Compassion Society (2016-2019)
China Ecological Civilization Research and Promotion Association (2016-2019)
China NGO Network for International Exchanges (CNIE) (2016-2019)
China Society for Promotion of the Guangcai Programme (2016-2019)
China Women's Development Foundation (2016-2019)
Chinese Society for Sustainable Development (2016-2019)
CIDSE (2015-2018)
Civil Resource Development and Documentation Centre (CIRDDOC) (2015-2018)
CLIPSAS (2015-2018)
Club of Madrid (COM) (2015-2018)
Coastal Association for Social Transformation Trust (COAST) (2016-2019)
Comisión para la Investigación de Malos Tratos a las Mujeres (2016-2019)
Comité Español de Representantes de Personas con Discapacidad (2015-2018)
Commission nationale des femmes travailleuses de Guinée (Confetrag/CNTG) (2015-2018)

Community and Family Services International (2016-2019)

Community of Sant'Egidio (2015-2018)

Community Systems Foundation (2016-2019)

Compass Housing Services Co., Ltd. (2016-2019)

Compassion Africa Aged Foundation (2015-2018)

Concern for Environmental Development and Research (2015-2018)

Concile mondial de Congrès diplomatiques des aumôniers pour la paix universelle des droits humains et juridiques (2016-2019)

Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd (2016-2019)

Conquer Nepal (2016-2019)

Conseil international du sport militaire (CISM)/International Military Sports Council (2015-2018)

Conselho Indigenista Missionário (CIMI) (2016-2019)

Consultative Council of Jewish Organizations (2015-2018)

Cooperazione Internazionale (2016-2019)

Corporación Cultural Nueva Acropolis Chile (2016-2019)

Corporación para la Defensa y Promoción de los Derechos Humanos Reiniciar (2016-2019)

Corporación para la Investigación, el Desarrollo Sostenible y la Promoción Social CORPROGRESO (2016-2019)

Corporation of Opportunity and Jointly Action Opción, Opción Corporación (2016-2019)

Council of American Overseas Research Centers (2015-2018)

Credo-Action (2015-2018)

CSR-Dialogforum – Verein zur Förderung nachhaltigen Wirtschaftens (2016-2019)

Cubrait, Inc. (2016-2019)

Daya Pertiwi Foundation (2016-2019)

Deutsche Model United Nations, eV (2016-2019)

Deutsche Stiftung Weltbevölkerung/German Foundation for World Population (2015-2018)

Development Alternatives with Women for a New Era (2015-2018)

Development of Humane Action Foundation (DHAN Foundation) (2016-2019)

DEVNET Association (2015-2018)

Differenza Donna – Associazione di Donne contro la Violenza alle Donne, ONLUS (2016-2019)

Dignity – Danish Institute against Torture (2016-2019)

Diplomatici (2016-2019)

Disability Association of Tavana (2016-2019)

Dominican Union of Journalists for Peace (2015-2018)

DRCNet Foundation, Inc. (2016-2019)

Dreikönigsaktion – Hilfswerk der Katholischen Jungschar (2016-2019)

Drug Abuse Information Rehabilitation and Research Centre (2016-2019)

Drug Prevention Network of Canada (2015-2018)

Dynamique des groupes des peuples autochtones (DGPA) (2015-2018)

Eagle Eyes Association for Afghan Displaced Youth (2016-2019)

Earth Child Institute, Inc. (2016-2019)

Earth Island Institute, Inc. (2016-2019)

Earth Society Foundation, Inc. (2016-2019)

East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project (2016-2019)

Economists for Peace and Security (2015-2018)

Edmund Rice International, Limited (2016-2019)

Elizabeth Glaser Pediatric AIDS Foundation (2016-2019)

Enable India (2016-2019)

Endeavour Forum, Inc. (2016-2019)

Engage Now Africa, Inc (2015-2018)

Engineers without Borders – International (2016-2019)

Environmental Management for Livelihood Improvement – Bwaise Facility (2015-2018)

Ethnic Community Development Organization (ECDO) (2016-2019)

EuroChild (2015-2018)

European Federation of Older Students at Universities (2016-2019)

European Network of Policewomen (2016-2019)

European Union Association in the United States (2016-2019)

Euthanasia Prevention Coalition (2015-2018)

Famille debout (2016-2019)

Family Action Foundation/Acción Familiar (2016-2019)

Fang Protective Services, Incorporated (2016-2019)

Federación de Mujeres Progresistas (2016-2019)

Federación Española de Mujeres Directivas, Ejecutivas, Profesionales y Empresarias (FEDEPE) (2016-2019)

Federal Union of European Nationalities (2015-2018)

Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie Van Homoseksualiteit – COC Nederland (2016-2019)

Federation of Environmental and Ecological Diversity for Agricultural Revampment and Human Rights (FEEDAR&HR) (2016-2019)

Federation of European Motorcyclists' Associations (2016-2019)

Finland National Committee for UN-Women (2015-2018)

Fondation pour l'étude des relations internationales et du développement (2016-2019)
Fondazione Don Carlo Gnocchi – ONLUS (2016-2019)
Fondazione Giovanni Paolo II – ONLUS per il Dialogo, Cooperazione e Sviluppo, CC (2015-2018)
Forest Stewardship Council AC (2016-2019)
Forum for Women in Democracy (FOWODE) (2015-2018)
Foundation for Aboriginal and Islander Research Action Aboriginal Corporation (2015-2018)
Foundation for Ecological Security (FES) (2015-2018)
Foundation for Gaia (2016-2019)
Foundation for Global Sports Development (2016-2019)
Foundation for the Child and the Family (2016-2019)
Foundation for the Social Promotion of Culture/Fundación Promoción Social de la Cultura (2016-2019)
Foundation for the Support of the United Nations (2016-2019)
Framework Convention Alliance for Tobacco Control (2015-2018)
Fraternité Notre Dame, Inc. (2016-2019)
Freedom from Hunger (2015-2018)
Friendship Ambassadors Foundation, Inc. (2015-2018)
Fund of Aid for Youth (2015-2018)
Fundação de Assistência Médica Internacional (2016-2019)
Fundación Argentina a las Naciones Camino a la Verdad (2016-2019)
Fundación Crisálida (2015-2018)
Fundación Cultural Baur, AC (2016-2019)
Fundación Ecología y Desarrollo (2015-2018)
Fundación More Peace Less AIDS (2016-2019)
Fundación Novia Salcedo (2016-2019)
Fundación Vida – Grupo Ecologico Verde (2016-2019)
Gain International (2016-2019)
Gandhi Worldwide Education Institute (2015-2018)
Geneva Institute for Human Rights (GIHR) (2016-2019)
Geneva International Model United Nations (GIMUN) (2015-2018)
Geo Expertise Association (2016-2019)
Global Autism Project (2016-2019)
Global Civic Sharing (2016-2019)
Global Distribution Advocates, Inc. (2016-2019)
Global Family for Love and Peace (2016-2019)

Global Financial Integrity (2016-2019)
Global Hand (2016-2019)
Global Health Partners, Inc. (2016-2019)
Global Hope Network International (2016-2019)
Global Mass Community (Welfare Organization) (2016-2019)
Global Migration Policy Associates (GMPA) (2015-2018)
Global Millennium Development Foundation Inc (2016-2019)
Global Millennium International, Inc. (2016-2019)
Global Partnership for Local Action (2015-2018)
Global Sustainable Electricity Partnership/Partenariat mondial pour l'électricité durable (2016-2019)
Global Youth Organization (2016-2019)
Global Zero (2016-2019)
GlobalPartnersUnited, LLC (2016-2019)
Globethics.net Foundation (2016-2019)
Globetree (2015-2018)
God's Harvest Foundation (2016-2019)
Goi Peace Foundation (2016-2019)
Good Helpers (2015-2018)
Good Neighbors International (2016-2019)
Good People International (GPI) (2015-2018)
Gran Fraternidad Universal/Universal Great Brotherhood (2016-2019)
Guru Angad Dev Sewa Society, Punjab, Ludhiana (2016-2019)
Haitelmex Foundation, AC (2016-2019)
Hariri Foundation for Sustainable Human Development (2015-2018)
Hebrew Immigrant Aid Society, Inc. (HIAS) (2016-2019)
HelpAge International (2015-2018)
HELPEOPLE Foundation, ONLUS (2016-2019)
HOPE Worldwide, Ltd. (2016-2019)
Horizon Foundation (2016-2019)
Horn of Africa Aid and Rehabilitation Action Network (2016-2019)
Human Rights Association for Community Development in Assiut (2016-2019)
Human Rights Congress for Bangladesh Minorities (HRCBM) (2015-2018)
Human Rights Observers (2016-2019)
Human Rights Sanrakshan Sansthaa (2016-2019)
Humane Society of the United States (2016-2019)

Ibero American Institute of Aeronautic and Space Law and Commercial Aviation (2016-2019)

ICT for Peace Foundation (2016-2019)

Imvrian Association (2016-2019)

India Media Centre (2016-2019)

India Water Foundation (2016-2019)

Indian Social Institute (2016-2019)

Indigenous Peoples Survival Foundation (2016-2019)

Indira Gandhi Integral Education Centre (2015-2018)

Indo-European Chamber of Commerce and Industry (2015-2018)

Insan Dost Association (2016-2019)

Institut de Drets Humans de Catalunya (2016-2019)

Institute for Human Rights & Business, Limited (2016-2019)

Institute for International Women's Rights – Manitoba, Inc. (2016-2019)

Institute for Security and Safety, GmbH (2016-2019)

Institute of Asian Culture & Development (2016-2019)

Institute of Marine Engineering, Science and Technology (2016-2019)

Instituto de Desenvolvimento e Direitos Humanos (IDDH) (2016-2019)

Interaction, American Council for Voluntary International Action (2015-2018)

International Academy of Ecology and Life Protection Sciences (2016-2019)

International Accountability Project (2016-2019)

International AIDS Society (IAS) (2016-2019)

International Association against Torture (2015-2018)

International Association for Democracy in Africa (2016-2019)

International Association of Independent Journalists, Inc. (2016-2019)

International Association of Peace Foundations (2015-2018)

International Association of Peace Messenger Cities (2015-2018)

International Authors Forum (2016-2019)

International Automobile Federation (2016-2019)

International Breathwork Foundation (2016-2019)

International Buddhist Relief Organisation (2016-2019)

International Catholic Child Bureau (2016-2019)

International Catholic Migration Commission (2016-2019)

International Center for Advocates against Discrimination, Inc. (ICAAD) (2016-2019)

International Center for Work and Family (2016-2019)

International Centre for Missing and Exploited Children (2016-2019)

International Council of Environmental Law (2016-2019)

International Council Supporting Fair Trial and Human Rights (2016-2019)
International Detention Coalition, Inc. (2016-2019)
International Dialogue for Environmental Action, Public Association (IDEA) (2016-2019)
International Federation of Business and Professional Women (2015-2018)
International Federation of Hard-of-Hearing People (2016-2019)
International Federation of Thanatologists Associations (FIAT-IFTA) (2016-2019)
International Federation of the Blue Cross, Bern (2016-2019)
International Federation of Translators (2016-2019)
International Health Awareness Network (2015-2018)
International Health Council (2016-2019)
International Human Rights Commission Relief Fund Trust (2016-2019)
International Humanist and Ethical Union (2016-2019)
International Institute for Applied Systems Analysis (2015-2018)
International Kolping Society (2015-2018)
International Longevity Center Global Alliance, Ltd. (2016-2019)
International Movement Against All Forms of Discrimination and Racism (IMADR) (2016-2019)
International Native Tradition Interchange, Inc. (2016-2019)
International Network of Basin Organizations/Réseau international des organismes de bassin (2015-2018)
International NGO Forum on Indonesian Development (2016-2019)
International Pollutants Elimination Network (IPEN) (2016-2019)
International Presentation Association (2016-2019)
International Real Estate Federation (2015-2018)
International Road Federation (2015-2018)
International Social Service (2015-2018)
International Solidarity and Human Rights Institute (2015-2018)
International Statistical Institute (2015-2018)
International Touring Alliance (2015-2018)
International Tunnelling Association (2015-2018)
International Women's Health Coalition (2015-2018)
International Young Professionals Foundation (2016-2019)
Internationale Gemeinschaft für die Unterstützung von Kriegsopfern, eV (2016-2019)
Internationale Organisation für Volkskunst (IOV) (2016-2019)
Intersections International Initiative, Inc. (2016-2019)
Inuit Circumpolar Council (2015-2018)

Iranian Foundation of Aerospace Science and Technology, NGO (2016-2019)
Iraqi Development Organization (2016-2019)
ISHA Foundation (2015-2018)
Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco (2016-2019)
IT for Change (2016-2019)
Janaseva Foundation, Pune (2015-2018)
Japan Federation of Democratic Medical Institutions (MIN-IREN) (2016-2019)
Japan National Assembly of Disabled Peoples' International (2015-2018)
Japan NGO Center for International Cooperation (2016-2019)
Japanese Association for the Right to Freedom of Speech (2016-2019)
Japanese Organization for International Cooperation in Family Planning (2016-2019)
Japanese Workers' Committee for Human Rights (2016-2019)
Jeunesse Canada Monde/Canada World Youth (2016-2019)
Kadin Adaylari Destekleme ve Eđitme Derneđi (2015-2018)
Kapo Seba Sangha (KSS) (2016-2019)
KARP (2016-2019)
Kejibaus Youth Development Initiative (2016-2019)
Kirkon Ulkomaanavun Säätiö (2016-2019)
Kosmos Associates, Inc. (2016-2019)
Krityanand UNESCO Club Jamshedpur (2016-2019)
Kršćanski centar za pomoć i rehabilitaciju ovisnika i obitelji « Stijena » (2015-2018)
Kurdistan Reconstruction and Development Society (2015-2018)
Kuwait Association for the Basic Evaluators for Human Rights (2016-2019)
Kyung Hee University (2016-2019)
L'Arche internationale (2015-2018)
Land is Life, Inc. (2016-2019)
Law Council of Australia (2016-2019)
Leah Charity Foundation (2016-2019)
Liberian United Youth for Community Safety and Development (2016-2019)
Licht für die Welt – Christoffel Entwicklungszusammenarbeit (2016-2019)
Links Incorporated (2016-2019)
Livelihood NGO (2015-2018)
Ludwig Boltzmann Institut für Menschenrechte – Forschungsverein (BIM-FV) (2016-2019)
Lumos Foundation (2016-2019)
Lutheran World Federation (2016-2019)
Maat for Peace, Development and Human Rights Association (2016-2019)

Mahila Dakshata Samiti (2016-2019)
Maiti Nepal (2016-2019)
Major Alliance Education Centre (MAEC) (2016-2019)
Make Mothers Matter (2016-2019)
Malaysian Medical Relief Society (2015-2018)
March of Dimes Canada (2016-2019)
Medecins sans frontières (international) (2016-2019)
Mediators beyond Borders (2016-2019)
Meezaan Center for Human Rights (2016-2019)
Memory Trees Corporation (2016-2019)
Minhaj-ul-Quran International (2015-2018)
MOHAN Foundation (2016-2019)
Mother's Union (2016-2019)
Movement for the Protection of the African Child (MOPOTAC) (2016-2019)
Movimiento Cubano por la Paz y la Soberania de los Pueblos (2016-2019)
Muzaffarabad Poverty Alleviation Programme (MPAP) (2015-2018)
Naija Worldwide Charities, Inc. (2016-2019)
National Children's and Youth Law Centre (2015-2018)
National Council of German Women's Organizations (2015-2018)
National Old Folks of Liberia, Inc. (2016-2019)
National Secular Society (2016-2019)
National Space Society (2016-2019)
Neighbourhood Environment Watch Foundation (2016-2019)
Network of Non-Governmental Organisations of Trinidad and Tobago for the Advancement of Women (2016-2019)
New Future Foundation, Inc. (2016-2019)
New Jersey Minority Educational Development (NJ-MED) (2016-2019)
NGOs Computer Literacy Shelter Welfare, Rawalpindi cantt. (2016-2019)
Nigeria-Togo Association (2016-2019)
Nippon International Cooperation for Community Development (2016-2019)
Noble Institution for Environmental Peace, Inc. (2016-2019)
Non-Aligned Students and Youth Organization (2015-2018)
Non-Governmental Organisations' Coordinating Committee (2016-2019)
Non-Profit Foundation « The Foundation for the Study of Democracy and Geopolitics » (2016-2019)
Observatório Nacional de Segurança Viária e Veicular (2016-2019)
OIDHACO, Bureau international des droits humains – action Colombie (2016-2019)

Okedongmu Children in Korea (2016-2019)
Okogun Odigie Safewomb International Foundation (2016-2019)
ONG Hope International (2015-2018)
Organization for Research and Community Development (2015-2018)
Oromia Support Group in Australia, Inc. (2016-2019)
Orphan Charity Foundation (2016-2019)
Overseas Development Institute (2015-2018)
Oxfam Novib (2015-2018)
Oyoun Center Foundation for Studying and Developing Human Rights and Democracy in Assuit (2016-2019)
Pakistan Lions Youth Council Khanewal (2016-2019)
Pakistan Rural Workers Social Welfare Organization (PRWSWO) (2016-2019)
Palakkad District Consumers' Association (2015-2018)
Palestinian Centre for Human Rights (2016-2019)
Parlement africain de la société civile (2015-2018)
Pathfinder International (2015-2018)
Paz y Cooperación (2015-2018)
Peace Action (2015-2018)
Peace Operation Training Institute, Inc. (2016-2019)
Peacebuilding Solutions (2016-2019)
People to People (2016-2019)
People's Solidarity for Participatory Democracy (2016-2019)
Perfect Union (2015-2018)
Pesticide Action Nexus Association (2016-2019)
Physicians for Human Rights (2015-2018)
Planetary Association for Clean Energy, Inc. (2016-2019)
Plataforma Portuguesa para os Direitos das Mulheres, Associação (2016-2019)
Policy Research (2015-2018)
Portafolio Verde, SAS (2016-2019)
Pos Keadilan Peduli Ummat (2016-2019)
Potohar Organization for Development Advocacy (PODA) (2016-2019)
Pragya (2016-2019)
Program in International Human Rights Law (2015-2018)
Promotion pour le développement (PROMODEV) (2015-2018)
Protection de l'environnement et de l'écosystème (PEECO) (2015-2018)
Protestant Agency for Diakonie and Development (2016-2019)

Public Union of the Citizens « International Centre of Education of Georgian and German Women » (2016-2019)

Quaker Earthcare Witness (2016-2019)

Rainforest Partnership (2016-2019)

Rare Diseases Foundation of Iran (2016-2019)

Real Medicine Foundation (2015-2018)

Red Iberoamericana de Organizaciones No Gubernamentales que Trabajan en Drogodependencias (RIOD) (2016-2019)

Red, Paz, Integración y Desarrollo (PAZINDE) (2016-2019)

Redress Trust (2015-2018)

Release Legal Emergency and Drugs Service Limited (2016-2019)

Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (2015-2018)

Réseau des plates-formes d'ONG d'Afrique de l'ouest et du centre (REPAOC) (2015-2018)

Restless Development (2016-2019)

Restored (2016-2019)

Rural Development Institute (2016-2019)

Rural Development Leadership Network (2015-2018)

Rural Mother & Child Health Care Society (2016-2019)

Rutgers (2016-2019)

Sahyog Bal Shraavan Viklang Kalyan Samiti (2016-2019)

Save a Child's Heart in Memory of Dr. Ami Cohen (2015-2018)

Scalabrini International Migration Network, Inc. (2016-2019)

Search for Common Ground (2016-2019)

Segretariato Permanente dei Premi Nobel per la Pace (2015-2018)

Shelter and Settlements Alternatives: Uganda Human Settlements Network (SSA: UHSNET) (2016-2019)

Shinji Shumeikai (2016-2019)

Shivi Development Society (2015-2018)

Shrimati Pushpa Wati Loomba Memorial Foundation (2016-2019)

Sigma Theta Tau, International Honor Society of Nursing, Inc. (2016-2019)

Sindhi Adhikar Manch, Association (2016-2019)

Sir William Beveridge Foundation (2016-2019)

Sister to Sister One in the Spirit, Inc. (2016-2019)

Social Action Forum for Manav Adhikar (SAFMA) (2016-2019)

Society for the Protection and Assistance of the Socially Disadvantaged Individuals (2016-2019)

Society for Upliftment of Masses (2015-2018)

Society of Catholic Medical Missionaries (2016-2019)
Solar Cookers International (2016-2019)
Solidarité Suisse-Guinée (2015-2018)
Soroptimist International (2016-2019)
SOS Éducation (2015-2018)
South Asian Forum for Environment (2015-2018)
Sovereign Imperial and Royal House of Ghassan, Inc. (2016-2019)
Sri Sri JSMD Sri Sharada Peetham, Sringeri (2016-2019)
Sri Swami Madhavananda World Peace Council (2016-2019)
Stichting Bangladesh Support Group (Basug) (2016-2019)
Stichting Femienza Nederland (2015-2018)
Stichting International Civil Society Support (2015-2018)
Stichting Spanda (2016-2019)
Stichting ZOA (2016-2019)
Stiftung Wissenschaft und Politik (2016-2019)
Struggle for Change (2015-2018)
Studium Generale Ambrosianum (2016-2019)
STUF United Fund, Inc. (2016-2019)
Sukyo Mahikari (2016-2019)
Sustainable Environment Development Initiative (2015-2018)
Tabitha Cumi Foundation (2016-2019)
TaiWha Methodist Social Welfare Foundation (2016-2019)
Takal Welfare Organization (2016-2019)
Tavanyab Association of Children and Adolescents Support (2016-2019)
TERRE Policy Centre (2016-2019)
The Association of Citizens Civil Rights Protection « Manshour-e Parseh » (2016-2019)
The Central British Fund for World Jewish Relief (2016-2019)
The Death Penalty Project Limited (2016-2019)
The Equal Rights Trust (2015-2018)
The Federation of Women Groups (2016-2019)
The Fishermen (2016-2019)
The Geneva Consensus Foundation (2016-2019)
The Heart Fund to Fight Cardio-Vascular Diseases – The Heart Fund (2016-2019)
The Institute for Conscious Global Change, Inc. (2016-2019)
The International Federation of Anti-Leprosy Associations (ILEP) (2016-2019)
The International Legal Foundation, Ltd. (2016-2019)

The Japan Council against Atomic and Hydrogen Bombs (Gensuikyo) (2016-2019)
The Jewish Renaissance Foundation (2016-2019)
The Kuki Organization for Human Rights Trust (2016-2019)
The Leadership Foundation (2016-2019)
The Network of Rural Women Producers (2016-2019)
The Organization for Poverty Alleviation and Development (2016-2019)
The South African Institute of International Affairs (2016-2019)
The United Iraqi Medical Society for Relief and Development (2016-2019)
The World Habitat Foundation (2016-2019)
The Worldwide Hospice Palliative Care Alliance (2016-2019)
Thin and High (2016-2019)
Total Quality Management Magazine (2016-2019)
Training for Women Network (2016-2019)
Transatlantic Christian Council (2016-2019)
UCT Int'l Culture Development, Inc. (2016-2019)
Union Arabischer Mediziner in Europa (2016-2019)
Union de l'action féminine (2015-2018)
Union internationale des voyageurs (2015-2018)
Union nationale des femmes marocaines (2015-2018)
United Cities and Local Governments (2015-2018)
United Kingdom Association for the United Nations Development Fund for Women (2015-2018)
United Methodist Church General Board of Global Ministries (2016-2019)
United Nations Association of China (2016-2019)
Universities Allied for Essential Medicines, Corp. (2016-2019)
Verband Entwicklungspolitik Deutscher Nichtregierungs-Organisationen (2015-2018)
Vienna Economic Forum (2016-2019)
Virginia Gildersleeve International Fund, Inc. (2016-2019)
Viridis Institute (2015-2018)
Virtual Activism, Incorporated (2016-2019)
VIVAT International (2016-2019)
Voices of African Mothers, Inc. (2016-2019)
Vojenský a špitální Rád svatého Lazara Jeruzalémského – Bohemia (2016-2019)
Voluntary Service Overseas (2016-2019)
Warbe Development Foundation (2015-2018)
Water Environment Federation (2015-2018)
WEConnect International, Inc. (2016-2019)

West Africa Centre for Peace Foundation (2016-2019)
WhyHunger, Inc. (2016-2019)
Women against Violence (Europe) (WAVE) (2015-2018)
« Women and Modern World » Social Charitable Centre (2016-2019)
Women Chamber of Commerce & Industry (2015-2018)
Women for Water Partnership (2016-2019)
Women in Europe for a Common Future (2015-2018)
Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing, Limited (WIEGO) (2016-2019)
Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management (2016-2019)
Women's Action Group (2015-2018)
Women's Consortium of Nigeria (2016-2019)
Women's General Association of Macau (2016-2019)
Women's Global Network for Reproductive Rights (2016-2019)
Women's Health and Education Center (2016-2019)
Women's International League for Peace and Freedom (2016-2019)
Women's Sports Foundation (2015-2018)
Won-Buddhism Women's Association (2016-2019)
Woodenfish Foundation (2016-2019)
WOOMB International, Ltd. (2016-2019)
Word of Life Christian Fellowship (2016-2019)
Work in Progress (2016-2019)
World Alliance for Breastfeeding Action (2016-2019)
World Association of Children's Friends (2015-2018)
World Association of Girl Guides and Girl Scouts (2016-2019)
World Barua Organization (WBO) (2016-2019)
World Coal Association (2015-2018)
World Council of Independent Christian Churches (2016-2019)
World Federation against Drugs (2016-2019)
World Federation for the Treatment of Opioid Dependence (2015-2018)
World Federation of Khoja Shi'a Ithna-Asheri Muslim Communities (2015-2018)
World Federation of Therapeutic Communities (2015-2018)
World Human Dimension (2016-2019)
World Igbo Congress (2016-2019)
World Jewish Congress (2015-2018)
World Organization of Former Students of Catholic Education (2016-2019)

World Taoist Association, Limited (2015-2018)
World Union of Catholic Women's Organizations (2015-2018)
World Welfare Association (2016-2019)
World Wide Fund for Nature International (2016-2019)
World Wind Energy Association (WWEA) (2015-2018)
World Youth Alliance (2016-2019)
World Youth Foundation (2016-2019)
Worldwide Network Nigeria: Women in Development and Environment (2016-2019)
Yachay Wasi, Inc. (2016-2019)
Yakutia – Our Opinion (2016-2019)
Yale International Relations Association (2015-2018)
Yayasan Cinta Anak Bangsa (2016-2019)
Yayasan Dompot Dhuafa Republika (2016-2019)
Yayasan Rumah Zakat Indonesia (2016-2019)
Yayasan Wadah Titian Harapan (2016-2019)
Young People We Care (2015-2018)
Young Women's Christian Association of the United States of America (2015-2018)
Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights (YCSRR) (2016-2019)
Youth Development of Congo (YOUDEC) (2016-2019)
Youth of European Nationalities (2016-2019)
Youth with a Mission (2015-2018)
Zayed International Prize for the Environment (2016-2019)
Zimbabwe Women Resources Centre and Network (2015-2018)

f) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 34 organisations ci-après, qui n'ont pas répondu aux questions posées par les membres du Comité malgré trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

Al-Aqsa Association for the Development of the Islamic Waqf (Endowment)
Al-Imdaad Trust
American Gays and Lesbians Foundation
Arms Control Association
Association mauritanienne action pour le développement humain
Association for Dalit Women Advancement of Nepal
Cercle Martin Buber
Coordination Waï (Éveil) relative à l'unité nationale et la lutte contre l'esclavage
East Human Rights Group
Electronic Frontier Foundation, Inc.

Envision Global Care Foundation
Etrat Fatemi Charity Institute
Excel Multi-Purpose Co-operative Society, Limited, Warri
Fondation Mérieux USA, Inc.
Fourth Wave Foundation
Fundación Mujeres
Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées
Human Development Foundation
Human Rights Awareness and Promotion Forum – Uganda, Limited by Guarantee (HRAPF)
Interregional Non-governmental Organization « Committee against Torture »
Islamic African Relief Agency (IARA)
Keen and Care Initiative, Ltd./Gte.
Khmer M'Chas Srok (KMS)
Lawyers for Justice in Libya
NATAL – Israel Trauma Center for Victims of Terror and War
NK Watch
Ray of Hope People
Sabawon
Stichting Pro Papua
Stonewall Equality, Limited
Swadhikar
The Assembly of Unified Ummah Youth Non-Governmental Organization
We Effect
WomenStrong International

g) De noter que le Comité a décidé de prendre acte de la demande des trois organisations non gouvernementales ci-après de retirer leur demande d'admission au statut consultatif :

Establishment of Sheikh Thani bin Abdullah Al Thani for Humanitarian Services
Hujra Village Support Organization
National Committee on American Foreign Policy, Inc.

Projet de décision II
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales
sur les travaux de sa session ordinaire de 2021

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2021.

II. Demandes d'admission au statut consultatif, de reclassement et de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales

2. Le Comité a examiné le point 3) a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », de sa 8^e à sa 14^e séance, du 21 au 27 mai, et le point 3) b), intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement », de sa 2^e à sa 8^e séance, du 17 au 21 mai. Il était saisi des documents suivants :

a) Liste des documents contenant les demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen lors des sessions qu'il a tenues entre 2008 et 2020 (E/C.2/2021/CRP.1) et demandes de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de ses sessions antérieures (E/C.2/2021/CRP.2) ;

b) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2020/R.2/Add.30–59, E/C.2/2021/R.2 et E/C.2/2021/R.2/Add.1–12) ;

c) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes de reclassement devant être examinées par le Comité (E/C.2/2021/R.3) ;

d) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2021/CRP.38).

A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures

3. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », de sa 8^e à sa 14^e séance, du 21 au 27 mai. Il a examiné 339 demandes d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures.

Demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

4. Le Comité a recommandé au Conseil d'accorder le statut consultatif aux 70 organisations suivantes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

ACTAsia

African Projects for Peace and Love Initiatives Inc.

AKIM Israel – National Organization for People with Intellectual Disabilities and Their Families, Registered Association

Anciens esclaves nouveaux citoyens

Ashinaga

Asociación Conciencia, Asociación Civil

Association against Women Export (AAWE)

Association culturelle pour le développement social (ACDS)
Association mauritanienne d'appui aux nécessiteux
Association pour la défense des droits de l'homme et des revendications démocratiques/culturelles du peuple Azerbaïdjanais, Iran – « ARC »
Atwar Organization for Research and Community Development
Aula Abierta
Cairo Foundation for Development and Law
Carlson Initiative for Peace and Human Rights
Center for Health and Development (CHD)
Centre mauritanien des droits de l'homme
Centre Zagros pour les droits de l'homme
Churches for Middle East Peace
Ciudadano Inteligente
Civitas Maxima
Comité de lutte et d'orientation sur les conséquences du divorce
Dr. B. R. Ambedkar Sports Foundation
Dr. Kalam Smriti International
Eagle Vision Charity, Inc.
Empowering Humanity
Fields of Green for All, NPC
Forum international des plateformes nationales d'ONG
Foundation for Development Planning, Inc.
Gaia Education
Global Aid for Africa (GAA)
Grupo de Análisis para el Desarrollo
Hazrat-e Fatemeh Zahra Charity Institute
Institute for Reporters' Freedom and Safety
Institute of the Black World 21st Century, Inc.
Instituția Privată Centrul National de Studii și Informare pentru Problemele Femeii
« Parteneriat pentru Dezvoltare »
Interfaith Encounter Association
International Association of Prosecutors (IAP)
International Council on Monuments and Sites
Jerusalem Institute of Justice
League of Arab People Organization
Les compagnons solidaires action terre d'Afrique – Association de coopération et d'entraide humanitaire (ACEH)

Lifelong Learning Platform
Ligue mauritanienne pour l'appui aux initiatives associatives
Organisation El Insaniya
Organisation européenne des centres islamiques (OECI)
Partners for Peace and Prosperity, Inc.
Partners for Progressive Israel
Peace Research Institute Oslo
Raad Al-Ghadir Charity Institute
Republican Social Information Center « Istiqbolli Avlod »
Réseau européen pour l'Afrique centrale/European Network for Central Africa
Rights and Resources Institute, Inc.
Rotarian Action Group Addiction Prevention
Scholé Futuro
Shaik Taher Azzawi Charity Organization
Shuhada Organization (SO)
SOS Urgence
Sosial Akıl Derneği
Stichting Mama Cash
SuperHealth, Inc.
Terram Pacis
Trócaire
Uluslararası Doktorlar Derneği
VšĮ « Žmogaus teisių apsauga »
West Africa Coalition for Indigenous People's Rights (WACIPR)
White Ribbon Alliance for Safe Motherhood, Inc.
Women's Earth and Climate Caucus
Women's Freedom Forum, Inc.
World Organization for Human Rights (WOHR)
Youth Resource, Information, Support, Education, Limited (Youth RISE)

Demandes dont l'examen a été reporté

5. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 232 organisations non gouvernementales ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2021 :

Action contre les Violations des Droits des Personnes Vulnérables
Adivasi Yuva Seva Sangh
Advocacy, Research, Training and Services Foundation (ARTS Foundation)
Al-Shafa'a Humanitarian Organization

American Center for International Labor Solidarity
Anti-Corruption Foundation
Arab Organization for Arabization and Communication
Arab Program for Human Rights Activists
Arab-European Center of Human Rights and International Law (AECHRIL)
Arabian Rights Watch Association
Asamblea Permanente por los Derechos Humanos – La Matanza
Asia Pacific Transgender Network
Asociación Enraizados en Cristo y en la Sociedad
Asociación Red de Mujeres Afrolatinoamericanas, Afrocaribeñas y de la Diáspora
Associação Nacional de Juristas Evangélicos (ANAJURE)
Association of Non-for-Profit Organizations to Facilitate the Drug Prevention and Socially Dangerous Behaviour « National Anti-Drug Union »
Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
Associazione European Federation for Freedom of Belief
Assyrian Aid Society of America, Inc.
Assyrian Documentation Centre
Avaaz Foundation
Avocats sans frontières France
Baghbaan
Bahrain Center for Human Rights
Baloch Voice Association
Beijing People's Association for Friendship with Foreign Countries
Beijing Volunteer Service Federation
Belarusian Fund of Peace
Blue Cross & Blue Crescent Society
Canadian Human Rights International Organization (CHRIO)
Caritas India
Centre for Environmental Justice, Limited by Guarantee
Centre international pour la paix et les droits de l'homme (CIPADH)
Chanan Development Association
Charity Organization – International Charity Foundation « Global Ukraine »
Child Foundation (USA)
China Biodiversity Conservation and Green Development Foundation
Chinese Culture Promotion Society
Christian Solidarity International (CSI)
Citizens' Alliance for North Korean Human Rights

Committee for Justice
Confederation of NGOs of Rural India
Conflict Dynamics International, Inc.
Congrès mondial Amazigh (CMA)
Congrès national des arméniens occidentaux (CNAO)
Conseil promotionnel pour l'action des jeunes en Afrique
Coptic Solidarity
Cosmos Ndukwe Foundation
Database Center for North Korean Human Rights (NKDB)
Democracy Reporting International, gGmbH
Denis Miki Foundation
Diakonia
Dialogue & Development Forum
Dimdim Humanitarian Relief Foundation
Diplomatic Mission Peace and Prosperity
Direct Focus Community Aid
Dr. Denis Mukwege Foundation
Drug Free Pakistan Foundation
Drug Policy Network South East Europe
Emberi Méltóság Központ
Engineering Association for Development and Environment
Ensar Vakfi
Environmental and Societal Development Foundation
Eri-Platform
Ethiopian Genocide Committee 1935-1941, Inc.
European Interreligious Forum for Religious Freedom (EIFRF)
Feekr Organization for Dialogue and Human Rights Defense
Foreningen Tryggere Ruspolitikk
Formation Awareness and Community Empowerment Society, Pakistan (FACES Pakistan)
French Refugee Council
Fundacja Otwarty Dialog
General Union of Arab Experts
Generations for Peace
GIN-SSOGIE, NPC
Global Action for Trans* Equality, Inc.
Global Center on Cooperative Security, Inc.

Global Detention Project
Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization
Global Network of Women Peacebuilders, Inc.
Global Rights for Women
Global Village Forum Chakwal c/o Shaheen Degree College Chappar Bazar Chakwal
Green Voice International
Gulf Centre for Human Rights, Limited (GCHR)
Gulshan-e-John
Habilian Association
Harvard International Relations Council, Inc.
Hokok Coalición Internacional Contra la Impunidad
Hope Worldwide Pakistan
Humanitarian Tracker
IFEX
Ilankai Tamil Sangam, Inc.
Imam Khomeini Relief Foundation
Individual Land Trust
Inimõiguste Instituut
INPUD, Limited
Institute for Integrated Rural Development
Institute of Peace and Diplomatic Studies (IPD)
Institute of Rural Management
Interfaith Center on Corporate Responsibility
International Action Network for Gender Equity and Law
International Anti Terrorism Movement
International Association of Genocide Scholars, Inc.
International Child Rights Center
International Civil Society Action Network, Inc.
International Commission on Violence against Women and Girls, Inc.
International Dalit Solidarity Network
International Economic Organization World Distribution Federation (WDF)
International Foundation for Sustainable Development
International Funders for Indigenous Peoples, Inc.
International Human Right Organization
International Legal Assistance Consortium
International Medical Corps

International Medical Crisis Response Alliance, Direct Operation
International Network of Civil Liberties Organizations (INCLLO)
International Non-Olympic Committee
International Non-Olympic University
International Organisation to Preserve Human Rights, Ltd.
International Society of Criminology
International Union for Sustainable Development
Internet sans frontières
Interregional Non-Governmental Human Rights Organization « Man and Law »
İslam Dünyası Sivil Toplum Kuruluşları Birliği
Janmitra Nyas
Justice Centre Hong Kong, Limited
Kaarvan Crafts Foundation
Kafka Welfare Organization
Khmers Kampuchea-Krom Federation
Kurdistan Institute for Human Rights
Le collectif de la paix au Sri Lanka
Les femmes Michif Otipemisiwak
Mangfoldhuset
MenEngage Global Alliance
Mentor Amiable Professional Society
Mulabi Association Latin American Work Group for Sexual Rights, Civil Association
Muslim Hands
Mwatana Organization for Human Rights
National Association of Seadogs
National Committee on BRICS Research
National Human Rights Civic Association « Belarusian Helsinki Committee »
National Peace Corps Association
National Youth Organization of Pakistan, Inc.
New Barrackpore Samaj Bandhu Welfare Organization
Nobel Women's Initiative
Non C'è Pace Senza Giustizia
Non-Governmental Organization « Association of Wives and Mothers of Soldiers Participating in Ato »
Norwegian Church Aid
Now Action & Unity for Human Rights (NAUH)
Onelife Initiative for Human Development

Organisation mondiale pour les femmes et les enfants
Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Organisation Tamaynut
Organization of female conscience renewal
Pak Special Persons Welfare Society
Pakistan International Human Rights Organization
Pakistan Press Foundation
Palestinian Association for Human Rights – Witness
Palestinian Working Woman Society for Development/Al-Mar'a Al-Amelah
Al-Felstinia Lel-Tanmia
Panhellenic Union of Cappadocian Associations
Peace without Limits International Organization, Inc. (PWL)
PeaceCorea
People for Equality and Relief in Lanka, Inc.
Photographers without Borders
Pouya Institute for Communications and Social Development
Public Organization « Institute for the Study of Dependencies, Drug Policy Issues and
Monitoring the Drug Situation »
Razom, Inc.
Research Society of International Law
Réseau des droits humains du Kurdistan (RDHK)/Kurdistan Human Rights Network
(KHRN)
Réveil communautaire d'assistance aux victimes
Rockefeller Philanthropy Advisors, Inc.
RüstungsInformationsBüro, eV
Safe Care Trust International
Salam for Democracy and Human Rights
Secours Islamique France
Sex & Samfund
Sheikh Abdullah Al Nouri Charity Society
Shenzhen Foundation for International Exchange and Cooperation
Shurat HaDin, RA
Silk Road Chamber of International Commerce
Social Progress Imperative, Inc.
Social Services Trust
Society for Cognition of Science and Art for Quality Welfare, Sustainance,
Livelyhood and Economic Development of the Poor (SCOSAQ)
Society of Social Psychiatry and Mental Health

Solidarités International
Solidarity for Peace and Reunification of Korea
South Asian Legal Clinic (Ontario)
Southeast Asia Sexual Orientation, Gender Identity and Expression Caucus, Inc. (ASC)
Su Politikaları Derneği
Syrian American Medical Society Foundation
Syrian Youth Council
Tai Studies Center
The American India Foundation
The Andrey Rylkov Foundation for Health and Social Justice
The Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation
The Bar Human Rights Committee
The Center for Bioethics and Culture
The Center for Justice and Accountability
The Global Initiative against Transnational Organized Crime
The Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children, Limited
The International Center for Supporting Rights and Freedoms
The National Democratic Institute for International Affairs (NDI)
The New Woman Foundation
The ONE Campaign
The Union of Non-Governmental Associations – The International Non-Governmental Organization « The World Union of Cossack Atamans »
The Voice Society
The YP Foundation
Together for Girls, Inc.
Tom Lantos Foundation for Human Rights and Justice
Transnational Anti-Organized Crime Intelligence Group, Inc. (TAOC-IG)
Treatment Action Group
Türk Kadınlar Birliği Derneği
Türkiye Diyanet Vakfı
Uluslararası Mülteci Hakları Derneği
United National Organization of Human Rights
United Sikhs
United World against Diabetes
Vang Pao Peace Institute
Verein Euro Mea

Vishwa Manavadhikar Parishad
 War Child
 Welfare Association Jared
 West Papua Interest Association
 Wikimedia Foundation, Inc.
 Women for a Change, Cameroon
 Women's Refugee Commission, Inc.
 World Association for Sexual Health
 World Federation of Free Trade Zones Co., Limited
 World Fund for Development and Planning (WFDP)
 World Historic and Cultural Canal Cities Cooperation Organization
 World without Genocide
 Y4D Foundation
 Young League Pakistan
 Zhongguancun Belt and Road Industrial Promotion Association

6. L'observateur de l'Arménie a pris la parole et fait observer que l'examen de la demande du Congrès national des Arméniens occidentaux, une organisation enregistrée en France, est reporté par le Comité depuis 2013, en raison des questions incessantes et des procédés dilatoires évidents d'une seule délégation. Il a reconnu le droit de chaque État Membre de poser des questions aux organisations non gouvernementales qui demandent l'admission au statut consultatif auprès du Conseil et a déclaré que la délégation arménienne attachait une grande importance à l'instauration d'un dialogue ouvert et constructif avec les organisations de la société civile, notamment dans le cadre des travaux des sessions du Comité. Il a rappelé que cette organisation s'était engagée de bonne foi lors de la séance de questions-réponses avec le Comité à la précédente session de celle-ci, avec l'espoir que le Comité examinerait dûment sa demande qui date de plusieurs années. Il a ajouté que l'organisation avait fourni des réponses complètes et détaillées quant à ses objectifs, priorités et activités, et avait donné des réponses écrites aux questions du Comité en août 2019. Il a déclaré que les membres du Comité avaient la responsabilité particulière de se conformer strictement aux valeurs et principes de l'ONU, en particulier lors de leurs échanges avec les organisations de la société civile.

7. La représentante de la Turquie a déclaré que son pays, en tant que membre du Comité, soutenait fermement l'implication et la participation des organisations non gouvernementales dans les travaux de l'ONU. Elle a dit que sa délégation adoptait une démarche impartiale et constructive dans l'examen des demandes d'admission au statut consultatif des organisations non gouvernementales, en se fondant uniquement sur les buts et principes de la Charte des Nations Unies, ainsi que sur les éléments et les obligations découlant de la résolution 1996/31 du Conseil. Elle a soutenu que la démarche adoptée par sa délégation est tout à fait conforme au devoir et à la responsabilité du Comité de faire preuve de diligence dans l'exécution de son mandat. Elle a également rappelé que les questions posées et les informations demandées par le Comité, et à son nom, aidaient à l'examen des demandes des différentes organisations et s'est dit satisfaite du dialogue constructif et continu que l'organisation a engagé avec le Comité.

Demandes de reclassement

8. À sa 14^e séance, le 27 mai, le Comité a examiné trois demandes de reclassement dont l'examen avait été reporté, qui figurent dans le document de séance publié sous la cote [E/C.2/2021/CRP.2](#). Il a décidé de recommander que les deux organisations ci-après soient reclassées, passant du statut consultatif spécial au statut consultatif général [voir chap. I, projet de décision I, al. b)] :

Institute of Noahide Code

The Fishermen

9. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen de la demande de l'organisation suivante :

Widows for Peace through Democracy

Demandes dont l'examen a été clos, sans préjudice de nouvelles demandes

10. À sa 15^e séance, le 27 mai, le Comité a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 34 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas répondu aux questions qu'il leur avait posées, malgré trois rappels [voir chap. I, projet de décision I, al. f)].

Demandes d'organisations non gouvernementales de retirer leur demande d'admission au statut consultatif

11. À sa 8^e séance, le 21 mai, et à sa 13^e séance, le 26 mai, le Comité a décidé de prendre acte des demandes des trois organisations non gouvernementales ci-après de retirer leur demande d'admission au statut consultatif [voir chap. I, projet de décision I, al. g)] :

Establishment of Sheikh Thani bin Abdullah Al Thani for Humanitarian Services

HUJRA Village Support Organization

National Committee on American Foreign Policy, Inc.

B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif, de reclassement et de changement de nom

12. Le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement », de sa 2^e à sa 8^e séance, du 17 au 21 mai. Au total, il a examiné 516 demandes d'admission au statut consultatif.

Nouvelles demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

13. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif aux 362 organisations ci-après, parmi les 516 qui avaient présenté de nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

AATASSIMO

Abnaa al-Mahrousa Foundation for Development and Participation

Accept International

Action Learning, Action Research Association, Ltd.

Action pour la promotion des initiatives locales
Action pour la protection des droits de l'enfant (APDE)
Action Works Nepal
Actis – Rusfeltets Samarbeidsorgan
Africa Alliance for Health, Research and Economic Development
African Council on Narcotics
African Foundation for Development (AFFORD)
African Heritage and Global Peace Initiative
African Parks Network
African Women Lawyers Association, Nigeria Chapter
Alhaj-Shamsul Hoque Foundation
Alliance against Trafficking in Women and Children in Nepal
Alliance for Oral Health across Borders, Inc.
Alliance pour le contrôle du tabac en Afrique
American Automotive Policy Council, Inc.
American Museum of Natural History
Amonuriel Sanctuary, Inc.
Animal People, Inc
Anti-Corruption Trust of Southern Africa
APF France handicap
Arab African Council for Integration and Development
Arise from Ashes, Incorporated (AFA)
Asaba Home-Diaspora Development Initiative
Ashaolu Lawrence Alexandre Foundation
Asia Centre Co., Ltd.
Asia Pacific Down Syndrome Federation
Asociación de Trabajadoras del Hogar a Domicilio y de Maquila
Asociación Nacional para el Desarrollo Social
Asociația Patronală Uniunea Transportatorilor și Drumarilor din Republica Moldova
Aspen International Mountain Foundation
Aspire Coronation Trust, Ltd./Gte.
Associação de Pais e Amigos dos Excepcionais de S. Paulo
Associação Engenheiros sem Fronteiras – Brasil (ESF-Brasil)
Associação Nacional das Defensoras e Defensores Públicos
Association African Foundation for Migration and Development in Switzerland
Association Alter Ego

Association CHS Alliance
Association des femmes et filles de l'Adamaoua (AFFADA)
Association des femmes pour la promotion des initiatives locales
Association des utilisateurs des technologies de l'information et de la télécommunication (ASUTIC)
Association Geneva Action Platform for Engaging, Learning and Information
Association initiative assurance qualité humanitaire
Association internationale Kofi Annan pour la promotion et la protection des droits de l'homme et la paix (AIKAPPRODHOMP)
Association Jesuit Worldwide Learning – Higher Education at the Margins
Association liaison universelle pour le bien-être des enfants et des jeunes
Association marocaine de Toronto
Association Not 4 Trade
Association pour la justice, l'égalité, l'insertion professionnelle et la paix en Afrique
Association Song-Taaba des femmes unies et développement
Associazione Culturale « Global Action »
Associazione Rondine Cittadella Della Pace
Australian Medical Students' Association, Limited
Autonomous Non-Profit Organization for the Development of Information, Industry and International Cooperation « Integration »
Avnei Derech La'Haim, RA
Avtonomnaya Nekommercheskaya Organizatsiya – Tsentrazvitiya Innovatsionnykh Sotsialnykh Uslug « Partnyorstvo Kazhdomu Rebyonku »
Awaj Foundation
Aztech, FZ-LLC
Badabon Sangho
Bahrain Jurists Society
Bahrain Public Relations Association
Bangladesh Hindu Buddhist Christian Oikyo Parishad, USA, Inc.
Baylor College of Medicine Children's Foundation Uganda, Limited by Guarantee
Beijing Greenovation Institute for Public Welfare Development
Beijing Pengmen International Trade Co., Ltd.
Big Ocean Women
Bright Light Projects
Brighter Green, Inc.
Build Change
Canadian International Chaplaincy Association
CASES International

Catholic Caritas Foundation of Nigeria
Center for Global Development (US)
Center for Innovative and Pragmatic Development Initiative (CIPDI)
Centralized Religious Organization Spiritual Assembly of Muslims of Russia
Centre d'études juridiques africaines (CEJA)
Centre de recherche sur l'anti-corruption
Centre for Human Rights & Governance – SOLACE
Citoyens en action pour la démocratie et le développement
Climate Smart Agriculture Youth Network
Cmax Foundation, Inc.
Collegiate Congress
Comitato Europeo per la Formazione e l'Agricoltura
Comité Pro Ciegos y Sordos de Guatemala
Committee of Friends for Humanity
Community Initiative for Enhanced Peace and Development
Comunicación e Información de la Mujer, AC
Confederación Española de Personas con Discapacidad Física y Orgánica (COCEMFE)
Connected Development Initiative
Conori Consults, Inc.
Conseil pour l'éducation et le développement
Consortium of Institutes on Family in the Asian Region, Limited
Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento
Coordinadora Europea de Familias Numerosas
Coralive.org
CorpsAfrica
Croissant vert nigérien (CVN)
C-Sema
Cyber Institute
Cybercafé « Avenir pour tous »
D4DInsights, LLC
Data & Society Research Institute, Inc.
De Montfort University
Débarrasser l'environnement des plastiques PVC
Democratic Network for Action
Development Gateway, Inc.
Development Initiative for Community Impact

Development Initiatives Poverty Research Limited
Didi Oparaku Health Foundation
Die Internationale Vereinigung für Sport für Alle
Disabled Rehabilitation and Research Association (DRRA)
Dream Factory Foundation
EAT Foundation
Ecomom Korea
Eden Foundation
Eden Spring of Hope
Education and English for You (EEFY)
Education Relief Foundation
Eko Greater Tomorrow Foundation
Empowerment Initiative for Women and Youth Uganda
Énergies 2050
Enrich Personal Development, Limited
Environmental Care Foundation
Esperantra
European Federation for UNESCO Clubs, Centers and Associations
European Forum for Restorative Justice
Fair Pay Innovation Lab, gGmbH (FPI)
Family Ark Mission
Federation for Education in Europe (FEDE)
Fédération internationale de motocyclisme
Fédération interntionale « Militia Sanctae Mariae »
Fondation Botnar
Fondation emploi décent
Fondation Général Akissi pour la promotion des droits de l'enfant et de la femme
Fondation la France s'engage
Fondation pour l'étude et la promotion des droits humains en Afrique
Fondation Zizi Care
Forest Love and Mountain Love
ForeverGreen Fenosoa
Fortify, Inc.
Forum 21 Institute
Forum delle Donne del Mediterraneo
Foundation for Helpless Old People in African Sub-Region, Warri

Frauen ohne Grenzen/Women without Borders – Sisters against Violent Extremism (SAVE), gemeinnütziger Verein

Fundação Terra dos Servos de Deus

Fundación Global

Fundación Profuturo

Fundación Regional de Asesoría en Derechos Humanos

Future Generations

G_Foundation Social Cooperative Union

Gammun Centre for Care and Development Nigeria

Garden of Hope Foundation, Community Based Organization

GEMS Development Foundation

Global Aid Hand

Global CEO Alliance Foundation, Inc.

Global Deaf Muslim Federation

Global Life Savers, Inc.

Go Global Foundation

Golden Age Foundation Limited

GongGam Human Rights Law Foundation

Grassland Cultural Protection and Development Foundation of Inner Mongolia

Grassroot Entrepreneurship Skill Acquisition Initiative

Green Crescent Australia

Green Crescent of Congo

Green Hope Foundation

Groupe d'appui aux projets de développement de la confédération générale des cadres de Togo

Gypsy Council, Inc.

Harlan Group for Civil Rights, Inc.

Hawau Eniola Foundation

HelpAge USA

Hope for a Healthier Humanity Foundation, Inc.

Hope for All

Hrvatska udruga za promicanje prava pacijenata

Humanity Development Initiative, a NJ Nonprofit Corporation

Hungarian Helsinki Committee

I Belong Israel (Masa Israeli) – Journey of Discovery and Connection

I Love Afrika – Congo

Ideas beyond Borders, Inc.

Iépé – Instituto de Pesquisa e Formação Indígena
Ijeoma Foundation for the Old People
ILAR, Inc.
Imaging the World Africa
Impart Change
Independent Medico – Legal Unit
Initiative 243
Institute for Ecological Civilization
Institute for Human Rights
Institute of Environmental Science for Social Change, Inc.
Inter-African Committee in Norway
Interfaith International
International Association for Public Participation Australasia, Limited
International Association for the Development of the Abaza-Abkhaz Ethnos
« Alashara »
International Cancer Expert Corps
International Center for Cultural Studies USA, Inc.
International College of Dentists
International Commission of Jurists, Kenya Section
International Council of Beverages Associations
International Federation of Denturists
International Initiative for Inter-Religious Communion
International Road Assessment Programme
International Society of Nephrology
International Society on Aging and Disease
International Strategists Alliance, LLC
International Support for Human Rights
International Union of Interventional Radiologists
Internationaler Wirtschaftssenat, eV
Intervention Council for Women in Africa
Invisible Girl Project Incorporated
Iran Alzheimer Association – Imam Ali Charitable Foundation
Islamic Cooperation Youth Forum (ICYF)
Japan Platform
JDRF International
Joseph Adedayo Foundation
Just Planet

Justice for Iran, Ltd.
Kailash Satyarthi Children's Foundation of America, Inc.
Khmer National Liberation Front
KidSpirit, Inc.
Korea Council of Children's Organizations
Lebanese Cyberspace Association
Les enfants d'abord
Les orchidées rouges
Lidskoprávní organizace Práva a svobody občanů Turkmenistánu z.s.
Lifebox Foundation
Macao Youth Federation
Maloca Internationale
Maori Women's Welfare League Incorporated
Mednarodna zveza za zdravje mladih/International Youth Health Organization
Meg Wah/My Earth
Mentoring Assistance for Youths and Entrepreneurs Initiative
Mines Action Canada
Misère option zéro
Mission Kids
Mouvement d'organisation des ruraux pour le développement (MORD)
Native American Journalists Association
Network of African Youths for Development (NAYD)
Nigeria Network of Non-Governmental Organisations (NNNGO)
Nigerian Women Trust Fund, Ltd./Gte.
Nitzan – National Center, Society for the Advancement of Children and Adults with Adjustment, Functioning and Learning Disabilities
Nobre Ordem para Excelência Humana (NOHE)
Observatoire-OISHC
OceanElders, Inc.
Office of The Overseer, Noiato Assembly of God, and His Successors
Omnyati
OneAction
ONG « Action contre le sida »
ONG Derechos Digitales
ONG Malachie
ONG Sonagnon
Ontario Council of Agencies Serving Immigrants (OCASI)

Open Dreams Organization Inc.
Organisation apposition et engagement civiques (OAEC)
Organisation des nations autochtones de Guyane (ONAG)
Organisation futur rayonnant
Organisation internationale pour le développement économique social et humanitaire
Organisation pour le développement international social solidaire intégré (ODISSI)
Organizaç o das Mulheres Mar timas Africanas (WIMAfrica)
Orphaned Starfish Foundation, Inc.
Ostoeogenesis Imperfecta Foundation Nigeria (OIFN)
Pacific Allied Women’s Council Inspires Faith in Ideals Concerning All, Incorporated (PACIFICA)
Pangée ONG Ingénierie de paix
Paradise Mission for Widows & Teenage Girls
Peace One Day Mali
People Forum for Human Rights (People Forum)
Plateforme des organisations de femmes ha tiennes pour le développement
Platform for Youth Integration and Volunteerism
Plymouth Marine Laboratory
Pompiers humanitaires
ProVeg Deutschland, eV
Qendra p r Nisma Ligjore Qytetare (QNL)
Rashi Foundation, RA
Rehoboth Dream Solid Foundation
Réseau « 2 Congo genre et développement »
Réseau « Ensemble contre la torture en Mauritanie »
Réseau « Progr s et développement humanitaire du Niger » (REPRODEVH)
Resilience Birthright, Inc.
Rise, Inc.
Rocky Mountain Institute
Royal Health Awareness Society
Rule of Law and Anti-Corruption Center (ROLACC)
Rural Health Care Initiative
Safe Communities Foundation New Zealand
SANCSS Australia, Ltd.
Sani et Salvi – SETS Universalis
School News Nationwide, Inc.
Schweizerischer Geh rlosenbund

SEDARVP Ghana
Self-Advocates Becoming Empowered, Inc.
Sepehr Cultural Development Foundation
Sheatufim – Public Benefit Company for the Advancement of the Civil Society,
Ltd., CC
SHEILD
SIA-Africa, Inc.
Sigaw ng Kabataan Coalition
Silver Lining for the Needy Initiative
Smile Train, Inc.
Smiles Africa International
Social Economic Development Society
Société internationale d'oncologie gériatrique (SIOG)
Soleil des orphelins
Solidariedade Na Mokili
Solimai – Società Cooperativa Sociale
Southern Africa Embrace Foundation
Strength in Diversity Development Centre
Sure Smiles Women and Children Advocacy Initiative
Tafawuq Consulting Center for Development
Tanzania Bora Initiative
Tanzania Green Crescent Community
The Canadian Federation of Business and Professional Women/La fédération
canadienne des femmes de carrières commerciales et professionnelles
The Centre against Racism in Iran
The Duskin Ainowa Foundation, Public Interest Incorporated Foundation
The English-Speaking Union of the United States
The Fyera Foundation
The Heschel Center for Sustainability
The International Society of Physical and Rehabilitation Medicine (ISPRM)
The Islamic Welfare Association Group
The Latin American Studies Association
The May 18 Memorial Foundation
The Non-Violence Project Foundation (NVPF)
The Partnering Initiative
The Research Institute for the Integration of World Thought, Inc.
The Resource Foundation, Inc.

The Royal College of Speech and Language Therapists
The Shipibo-Conibo Center, Inc.
The Zigen Fund, Inc.
Tiqua, eV
Trees for the Future, Inc.
Trinity Girls Network Corporation
Trinity International Univer of Ambassadors Corporation
Trustees of Tufts College
Truth & Reconciliation Corner, Inc.
Tunisie pôle mondial de la bonne santé et du bien-être pour tous
Ugo's Touch of Life Foundation
União Nacional das Organizações Cooperativistas Solidárias
Union pour la protection, la défense des droits humains et de l'environnement dans
la région des Grands Lacs
United Bible Societies Association
United Umuada Igbo Club International, Inc. (UUIC)
Ventura County Women's Forum Collaborative
Vera Institute of Justice, Inc.
Voice of Women Organization
WEFA – Humanitäre Organisation, eV
Wereld Esperanto – Jongeren Organisatie/Tutmonda Esperantista Junulara Organizo
(TEJO)
With My Own Two Hands Foundation
Women Economic and Leadership Transformation Initiatives
Women's Technology Empowerment Centre
Workforce Solutions Group, Incorporated
Working Fingers International Initiative
World Education Services, Inc.
World Federation of Chinese Medicine Societies
World Federation of Science Journalists
World Indigenous Tourism Alliance, Limited
World Yoga Community, Inc.
Worldwide Initiatives for Grantmaker Support, Inc.
Yerima Balla International Education, Limited
Young Professional Development Society Nepal
Youth Advocates Ghana (YAG)
Youth Competence Center

Youths Employment Service (YES Cameroon)

Zərərli Vərđişlərə Qarşı İctimai Birliyi

Zinthiya Ganeshpanchan Trust

Nouvelles demandes dont l'examen a été reporté

14. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 154 organisations ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2021 :

African Heritage Women in Education and Empowerment

All Ukrainian Charitable Organization « All-Ukrainian Network of People Living with HIV/AIDS »

Allianz für Demokratie in Laos, eV (ADL)

Al-Mada Organization for Development and Strategic Studies

ALQST Human Rights

Al-Rafah – Welfare Association in Kafr Bara, RA

Anukulan

Arab Media Union

Asociación Campaña Colombiana contra Minas (CCCM)

Asociación Civil Grupo SURES

Asociación Latinoamericana para los Derechos Humanos

Asociația Romanian Women's Lobby

Association assalam pour le développement social

Association des Marocains victimes d'expulsion arbitraire de l'Algérie

Association for Social Solidarity and Empowerment Training Trust (ASSET)

Association of Iranian Short-Statured Adults

Association of Lawyers of Russia

Association pour la promotion des droits humains (APDH)

Association pour le développement économique et social du Lac (ADESOL)

Association Sphère

Association « Tous pour l'intégration des migrants au Maroc »

Association voix libres

Associazione Luca Coscioni per la Libertà di Ricerca Scientifica

Aurat Publication and Information Service Foundation Lahore

Aurosikha Welfare Centre for Rural & Social Development

Autonomous Non-Profit Organization for the Promotion of the Development of International Relations in the Framework of the BRICS Group « International Alliance of BRICS Strategic Projects »

Autonomous Non-profit Organization Humanitarian Programs Organization « Russian Humanitarian Mission »

Bell Global Justice Institute
Bishop Dennis Ng Victory Ministries Foundation, Limited
Brussels International Center for Research and Human Rights
Canadian Women's Foundation/Fondation canadienne des femmes
Ceasefire Centre for Civilian Rights
Center for Military Human Rights Korea (CMHRK)
Central Board of Computer & Technical Education
Centre for Rights Education and Awareness (CREAW)
Centre Idriss El Fakhouri des études et de recherches en sciences juridiques Oujda
Centro Studi ed Iniziative Culturali « Pio La Torre »
Comisión Argentina para los Refugiados (Asociación CAREF)
Commonwealth Association of Architects
Coppieters Foundation
Dynamique Gender, ONGD international
Eiropas demokrātijas attīstības centrs
Engraced Royale International Foundation
Entrepreneurs Council of India
Eurazijos žalos mažinimo asociacija
Euro-Mediterranean Human Rights Monitor
European Foundation for South Asian Studies
European network on cultural management and policy
Every Casualty Worldwide
Fondacioni « Yeşilay »
Fonds pour les femmes congolaises
Fundación Género con Clase
Girl Vow, Inc.
Global Alumni Alliance
Global Minorities Alliance
Gracia Raina Foundation
Gramin Vikas Vigyan Samiti
Green Mentoring and Solutions, Private Limited
Hestia Hellas, AMKE
Hugh O'Brian Youth Leadership
Human Concern International (HCI)
Human Rights at Sea
Human Rights Solidarity Organization

Human Welfare Charitable Trust
Humanitarian Aid International
Humanium
Incentive Care Foundation
Instance démocratique pour la citoyenneté et les droits de l'homme
Institute for Development of Freedom of Information (IDFI)
International Communities Organisation, Limited
International Foundation Witnesses Ashoora
International Human Rights Commission/La commission internationale des droits de l'homme/Mezinárodní komise pro lidská práva – nadační fond (IHRC – nadační fond)
International Women's Development Agency, Inc.
InterPride
Inti Raymi Fund, Inc.
Intl. WeLoveU Foundation
Islamic Medical Association of North America, Inc.
Jeju Olle Foundation
Justice Foundation for Development & Human Rights
Kvinnors Nätverk
Lahore Educational and Welfare Society
Lebanon Support
LGBTI Equal Rights Association (ERA)
MAA International, Ltd.
Male Champions of Change, Limited
Médecins du monde/Dokters van de Wereld
Medical Support Association for Underprivileged Iranian Patients
« Mission Armenia » Charitable Non-Governmental Organization
Montagnard Indigenous People Christian Organization (MIPCO)
Mukti
Nadam Foundation
National Agro Foundation
Nikan Mammut Charity Foundation
Objective – TV and Broadcasting Company
Òmniium Cultural
Organisation européenne non gouvernementale des sports (ENGSO)
Pastoralist Child Foundation, Inc.
Peace Direct
Penny Appeal

Pesticide Action Network India
Piramal Swasthya Management and Research Institute
Plant Trust
Population Matters
PowHer New York, Inc.
Protsahan India Foundation
Rahma Relief Foundation
Rawsam Human Development Center
Regis Jesuit High School Corporation
Relief Human Rights Organization
RET Americas, Inc.
RET Germany, eV
Rise International, Inc.
Rwanga Foundation (RF)
Sargakshetra Charitable Trust
Senaapathy Kangayam Cattle Research Foundation
Serve Happiness Foundation
Sheikha Al Thani for Underprivileged Children
Shree Maruti Gram Vikash Trust
Sinergia
Skills and Empowerment Foundation
SKT Welfare
Software Freedom Law Center (SFLC.in)
Solidarité des jeunes filles pour l'éducation et l'intégration socioprofessionnelle
« SOJFEP »
Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral
Somali Green Crescent Society
Sri Lanka Press Institute
Students for Sensible Drug Policy Australia Inc.
Tax Justice Network
Terre des femmes/Menschenrechte fuer die Frau, eV
« The Awakening » – A Society for Social & Cultural Development
The Gulmit Educational and Social Welfare Society, Hunza Gilgit
The HALO Trust
The Individual Initiative for Human Rights
The Institute for Zionist Strategies, RA
The International Humanitarian Society for Development without Borders

The International Institute on Race, Equality and Human Rights
The World Community Service Centre
Themis – Gender, Justice and Human Rights
Turan Information Agency, Limited Liability Company
Uluslararası Öğrenci Dernekleri Federasyonu
United for Human Rights
United Global Organization of Development (UGOOD)
Urgent Action Fund for Women’s Human Rights
Vithu Trust Fund
WO=MEN – Dutch Gender Platform
Women for Peace and Democracy – Nepal
Women of Vision
Women’s Centers International
Women’s Entrepreneurship Day Organization, Inc.
WomenOne, Ltd.
World Learning Inc.
Yeşilay Bulgaria Association
Youth of United Nations Association of Tanzania
Zeleni Polumjesec (Green Crescent)

Demandes de reclassement

15. À sa 7^e séance, le 21 mai, le Comité a examiné deux nouvelles demandes de reclassement ; ces demandes figurent dans le document publié sous la cote [E/C.2/2021/R.3](#). Il a décidé de recommander que l’African Network of Young Leaders for Peace and Sustainable Development soit reclassée, passant du statut consultatif spécial au statut consultatif général [voir chap. I, projet de décision I, al. b)], et que le statut consultatif général soit accordé à l’International Association of University Professors and Lecturers, qui était inscrite sur la Liste [voir chap. I, projet de décision I, al. c)].

Demandes de changement de nom

16. À sa 15^e séance, le 27 mai, le Comité a examiné sept nouvelles demandes de changement de nom présentées par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ; ces demandes figurent dans le document publié sous la cote [E/C.2/2021/CRP.38](#). Il a décidé de prendre note du changement de nom de toutes les sept organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. d)].

III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la session ordinaire de 2020¹

17. À sa 15^e séance, le 27 mai, le Comité était saisi d'un mémorandum du Secrétaire général contenant la liste des 76 rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil et portant sur les activités menées pendant la période 2005-2020, dont l'examen avait été reporté lors de sessions antérieures ([E/C.2/2020/CRP.50](#)). Faute de temps, le Comité n'a pas examiné les rapports quadriennaux dont l'examen avait été reporté lors de sessions antérieures. L'examen des 76 rapports quadriennaux présentés par les 62 organisations ci-après a donc à nouveau été reporté :

Amnesty International (2008-2011)

Amnesty International (2012-2015)

Armenian Assembly of America (2007-2010)

Armenian Assembly of America (2011-2014)

Asian Forum for Human Rights and Development (2012-2015)

Association internationale des droits de l'homme (2014-2017)

Association of War-Affected Women (2015-2018)

Catholics for Choice (2010-2013)

Catolicas por el Derecho a Decidir (2009-2012)

Center for Development of Civil Society (2014-2017)

Centrist Democratic International (2010-2013)

Centrist Democratic International (2006-2009)

Centrist Democratic International (2014-2017)

Cross-Cultural Solutions (2011-2014)

Egyptian Organization for Human Rights (2010-2013)

Egyptian Organization for Human Rights (2014-2017)

Elizka Relief Foundation (2015-2018)

¹ En raison de l'impossibilité de convoquer une reprise de la session complète du Comité chargé des organisations non gouvernementales en 2020 du fait des contraintes liées à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les modalités de travail et les sessions des organes subsidiaires du Conseil économique et social, celui-ci a décidé d'autoriser, à titre exceptionnel, la reprise de la session de 2020 du Comité, qui consistera en une réunion, pour examiner, conformément à la résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, la suspension, le retrait et le rétablissement du statut des organisations non gouvernementales (voir les décisions 2021/210, 2021/211 et 2021/212 du Conseil). Le Comité n'a examiné aucun autre point à son ordre du jour lors de cette réunion.

European Centre for Law and Justice/Centre européen pour le droit, la justice et les droits de l'homme (2015-2018)

Federation of Western Thrace Turks in Europe (2014-2017)

France libertés: Fondation Danielle Mitterrand (2011-2014)

Freedom House (2011-2014)

Freedom House (2007-2010)

Freedom House (2015-2018)

Freedom Now (2015-2018)

Fundacion Pro Humanae Vitae (2014-2017)

Global Environmental Action (GEA) (2009-2012)

Godwin Osung International Foundation, Inc. (The African Project) (2015-2018)

Helsinki Foundation for Human Rights (2015-2018)

Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue (2014-2017)

Heritage Foundation (2015-2018)

Human Rights House Foundation (2015-2018)

Human Rights House Foundation (2011-2014)

Human Rights Watch (2013-2016)

Human Rights Watch (2009-2012)

Institute of Noahide Code (2015-2018)

Inter-American Press Association (2013-2016)

International Alliance of Patients' Organizations (2014-2017)

International Association for Religious Freedom (2011-2014)

International Federation of Action by Christians for the Abolition of Torture (ACAT) (2015-2018)

International Federation of Journalists (2013-2016)

International Federation of Journalists (2005-2008)

International PEN (2014-2017)

International PEN (2006-2009)

International Press Institute (2013-2016)

International Religious Liberty Association (2015-2018)

International Service for Human Rights (2011-2014)

International Service for Human Rights (2015-2018)

International Union of Socialist Youth (2005-2008)

Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR) (2013-2016)

Jesuit Refugee Service (JRS) (2014-2017)

L'observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie (2015-2018)

Liberal International (2015-2018)

Local Governments for Sustainability (2014-2017)
Medecins sans frontières (international) (2012-2015)
Medico International (2014-2017)
Natural Justice (2014-2017)
Open Society Institute (2013-2016)
Pathfinder International (2011-2014)
Prince Sultan Bin Abdulaziz International Prize for Water (2013-2016)
Redress Trust (2011-2014)
Reporters sans frontières international/Reporters without Borders International (2013-2016)
Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (2009-2012)
Simon Wiesenthal Center (2011-2014)
Society for Development and Community Empowerment (2015-2018)
Society for Threatened Peoples (2013-2016)
Temple of Understanding (2011-2014)
The Law Society (2014-2017)
Ukrainian World Congress (2007-2010)
Ukrainian World Congress (2003-2006)
Ukrainian World Congress (2011-2014)
Union internationale des avocats/International Union of Lawyers (2015-2018)
Unitarian Universalist Service Committee (2009-2012)
United Nations Watch (2014-2017)
World Council of Arameans (Syriacs) (2007-2010)
Young Women's Christian Association (2013-2016)
Young Women's Christian Association of Australia (2014-2017)

B. Nouveaux rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

18. À ses 14^e et 15^e séances, le 27 mai, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ». Il était saisi de notes du Secrétaire général contenant 620 nouveaux rapports quadriennaux (E/C.2/2020/2/Add.5, 6 et 9, E/C.2/2020/CRP.45, 56 à 63, 68 et 69 et E/C.2/2021/CRP.5 à 34). Il a pris acte de 604 d'entre eux [voir chap. I, projet de décision I, al. e)] et décidé de reporter l'examen des rapports des 16 organisations suivantes :

Access Now (2016-2019)
Advocates for Human Rights (2016-2019)
Amnesty International (2016-2019)

Armenian Assembly of America (2015-2018)
 CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation (2016-2019)
 Committee to Protect Journalists, Inc. (2016-2019)
 Ecumenical Federation of Constantinopolitans (2016-2019)
 Freemuse: The World Forum on Music and Censorship (2016-2019)
 Front Line: The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders (2016-2019)
 Human Rights First (2015-2018)
 Human Rights Information and Training Center (2016-2019)
 Human Rights Now (2016-2019)
 International Association for Religious Freedom (2015-2018)
 International Bar Association (2015-2018)
 People for Successful Corean Reunification (2016-2019)
 UPR Info (2016-2019)

IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales ; examen des méthodes de travail du Comité : mise en œuvre de la résolution 1996/31 du Conseil ; fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG

19. À sa 1^{re} séance, le 17 mai, le Comité a examiné conjointement le point 5 de son ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales », le point 6, intitulé « Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil », et le point 8, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG », et a entendu un rapport oral présenté par le Secrétariat.

20. La Directrice du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable du Département des affaires économiques et sociales a déclaré que les bouleversements provoqués par la crise liée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) avaient rendu la technologie indispensable à la poursuite des activités de l'ONU et fait remarquer que les sessions des organes intergouvernementaux de l'ONU étaient passées pour la majeure partie au format virtuel ou hybride et que l'ensemble des acteurs y participaient à distance. Elle a noté que l'accélération des pratiques numériques encouragée par le Conseil économique et social et ses organes subsidiaire avait permis d'accroître la participation de la société civile, qui pouvait contribuer aux débats de l'ONU depuis le monde entier, ce qui a donné une forte impulsion au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et encouragé l'ONU à profiter de cette dynamique. Elle s'est néanmoins dite préoccupée par le fait que, malgré les progrès technologiques rapides, de nombreux acteurs non gouvernementaux n'avaient toujours pas accès à des technologies numériques sûres. Elle a averti que le creusement du fossé numérique

pourrait marginaliser les personnes les plus vulnérables, dont la voix était essentielle aux travaux de l'ONU.

21. La Directrice a souligné que le Comité avait un rôle important à jouer s'agissant de faciliter la participation de la société civile aux travaux de l'ONU, notamment en lui permettant de mettre ses compétences techniques au service de la mise en œuvre des politiques de développement, tant au niveau local que mondial. Elle a proposé au Comité d'envisager d'inclure une composante virtuelle dans ses travaux afin de permettre des échanges virtuels pendant les séances de questions-réponses entre le Comité et les ONG, l'objectif étant de favoriser la participation des organisations qui n'avaient pas les moyens d'assister aux réunions du Comité à New York et de promouvoir l'inclusion et l'équité conformément aux directives du Conseil économique et social.

22. La Directrice a informé le Comité des avancées réalisées par le Département dans l'élaboration d'un outil informatique plus performant qui remplacerait les plateformes électroniques utilisées et gérées par le Service des organisations non gouvernementales, le but étant de permettre à celui-ci de mieux accompagner les États Membres et les organisations non gouvernementales et de traiter le nombre important de demandes d'admission au statut consultatif qui lui étaient adressées. À cet égard, elle a noté que le Service avait reçu un nombre record de 883 nouvelles demandes pour le cycle 2021, soit une multiplication par quatre en 10 ans. Elle s'est dite consciente de la charge de travail accrue du Comité et a fait part de sa préoccupation face au nombre élevé de demandes dont l'examen avait été reporté, qui pourrait l'empêcher d'achever la révision de son programme de travail. Elle a félicité le Comité d'avoir prolongé ses sessions ordinaires et ses reprises de session pour faire face à la charge de travail élevée et lui a offert l'appui du Secrétariat pour examiner les moyens de traiter le nombre croissant de demandes d'admission au statut consultatif et les rapports quadriennaux reçus, conformément à la résolution 72/305 de l'Assemblée générale.

23. La Directrice a applaudi le Service des organisations non gouvernementales pour l'efficacité dont il faisait preuve face à la charge de travail accrue, ajoutant que le nombre de demandes adressées au Comité pendant la session n'avait jamais été aussi important. Elle a souligné que le Service devait disposer de ressources administratives et humaines suffisantes pour poursuivre ses travaux et demandé au Comité de l'assister. En conclusion, elle a rappelé l'impact des travaux menés par le Comité, qui étaient au cœur de l'édification d'un système multilatéral plus inclusif et fonctionnant en réseau.

V. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres

24. À ses 1^{re}, 2^e, 8^e et 13^e séances, les 17, 21 et 26 mai, le Comité a examiné le point 7 de l'ordre du jour, intitulé « Rapports spéciaux ». À la 1^{re} séance, la représentante du Pakistan a fait référence à une lettre datée du 4 janvier 2021, adressée au Président du Comité par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'ONU, qui avait été distribuée précédemment aux membres du Comité. Elle a salué le rôle joué par les ONG, qui enrichissaient les débats en apportant des points de vue divers et en participant aux activités des organes principaux et subsidiaires de l'ONU, conformément aux principes et aux buts énoncés dans la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, et affirmé la volonté de sa délégation de faciliter l'accréditation d'ONG nationales et internationales fiables et de permettre à celles-ci de contribuer de façon constructive aux travaux de l'ONU dans le cadre du Comité. Elle s'est toutefois dite préoccupée par le fait que certaines ONG menaient des campagnes de désinformation à motivation politique contre des États Membre. À cet

égard, elle a informé le Comité que les neuf ONG ci-après, dotées du statut consultatif auprès du Conseil, s'étaient livrées à des campagnes de désinformation aux dépens du Pakistan : a) Canners International Permanent Committee (inscrite sur la Liste) ; b) Center for Environmental and Management Studies (inscrite sur la Liste, 1996) ; c) Commission to Study the Organization of Peace (inscrite sur la Liste, 1975) ; d) Indian Council of Education (statut consultatif spécial, 1995) ; e) International Association for Democracy in Africa (statut consultatif spécial, 1996) ; f) International Institute for Non-Aligned Studies (statut consultatif général, 1998) ; g) Pan African Union for Science and Technology (inscrite sur la Liste) ; h) United Schools International (inscrite sur la Liste, 1981) ; i) World Environment and Resources Council (inscrite sur la Liste, 1979).

25. La représentante du Pakistan a informé le Comité que des informations crédibles recueillies auprès de plusieurs sources, notamment des comptes rendus officiels des travaux du Conseil des droits de l'homme, des ressources en ligne et des rapports d'institutions et de médias indépendants, corroboraient les inquiétudes précédemment exprimées par sa délégation auprès du Secrétariat et du Comité au sujet d'ONG factices et douteuses. Elle a déclaré que les ONG en question auraient violé les dispositions de la résolution 1996/31 et outrepassé leur mandat en utilisant de fausses adresses, de faux noms et des domaines fictifs, en usurpant l'identité d'institutions des Nations Unies ou d'ONG inactives et en obtenant de fausses accréditations pour avoir accès aux manifestations de l'ONU et mener des activités subversives et des campagnes de propagande contre des pays, dont le Pakistan. Elle a ajouté que les ONG avaient créé plus de 750 faux médias en ligne et 550 domaines de sites Web par le biais d'un réseau, dont elles se servaient pour médiatiser leurs activités et diffuser de la propagande et des informations fallacieuses depuis plus de 15 ans. Elle a noté que le Comité avait la responsabilité, conformément au paragraphe 55 de la résolution 1996/31, de déterminer dans quelle mesure les ONG accréditées se conformaient aux principes régissant le statut consultatif et contribuaient aux travaux du Conseil économique et social. Elle a prié le Comité de solliciter des renseignements auprès des ONG afin de leur donner la possibilité de clarifier leur position et de se défendre face aux informations et griefs présentés. Elle a informé le Comité que sa délégation avait demandé, dans une note verbale datée du 10 mai 2021, que le Secrétariat fournisse les informations ci-après au sujet des organisations concernées : a) les demandes complètes d'admission au statut consultatif présentées par les ONG ; b) des renseignements concernant les programmes et activités de ces ONG ; c) des rapports annuels ou autres de ces organisations, accompagnés des états financiers et d'une liste des ressources financières et des contributions, notamment les contributions publiques ; d) une liste des membres des organes directeurs de ces organisations, avec indication de leur nationalité ; e) une liste des représentants autorisés de ces ONG qui ont assisté aux réunions des organes principaux et subsidiaires de l'ONU au cours des 10 dernières années, accompagnée des documents justificatifs prouvant qu'ils sont autorisés à représenter ces organisations ; f) le texte de l'acte constitutif ou des statuts de ces ONG ; g) les rapports quadriennaux des ONG dotées du statut consultatif général et spécial. Elle a noté que le Secrétariat avait fourni les rapports quadriennaux de trois organisations et des renseignements sur les nominations, mais qu'il ne disposait pas des autres informations.

26. L'oratrice a rappelé que les dispositions des paragraphes 37 f) et 38 b) de la résolution 1996/31 stipulaient que les ONG dotées du statut consultatif du fait de leur inscription sur la Liste ne pouvaient faire de déclarations que si le Secrétaire général, en consultation avec la présidence de la commission ou de l'organe subsidiaire concerné, le recommandait ou les y invitait, et a demandé des précisions au Secrétariat concernant la participation de six des neuf ONG actuellement inscrites sur la Liste aux sessions du Conseil des droits de l'homme. Elle a prié le secrétariat du Comité

de transmettre aux ONG concernées la demande d'information figurant dans la note verbale datée du 10 mai 2021 et de solliciter leur réponse par écrit.

27. Le représentant de l'Inde a déclaré que le Comité devait mener ses travaux de manière objective, cohérente et impartiale et mis en garde contre la politisation de ses activités. Il a affirmé que les allégations formulées contre les organisations concernées n'étaient pas crédibles et déclaré qu'elles manquaient de précision et ne répondaient pas aux exigences de transparence et de responsabilité du Comité. Il a averti que le fait que le Comité s'appuie sur un rapport établi par une organisation non crédible et non accréditée contre des organisations qui l'étaient ouvrirait la « boîte de Pandore » à la commission d'actes à motivation politique contre les ONG. Il a exhorté le Comité à ne pas tenir compte du rapport présenté par la représentante du Pakistan.

28. La représentante du Pakistan a déclaré que la demande d'information de sa délégation était fondée sur des sources crédibles, notamment les travaux du Conseil des droits de l'homme, et fait valoir qu'en application des dispositions du paragraphe 55 de la résolution 1996/31, le Comité et ses membres avaient le droit d'obtenir des informations de la part des ONG qui demandaient l'admission au statut consultatif ou qui en étaient dotées, indépendamment de la source sur laquelle la demande s'appuyait. À cet égard, elle a fait référence aux paragraphes 11, 13, 44, 48 et 61 c) de la résolution, au titre desquels le Comité était habilité à demander des informations sur les représentants autorisés et les moyens financiers et sources de financement des organisations, des renseignements supplémentaires, des rapports quadriennaux ainsi que d'autres rapports pour les cas exceptionnels. Elle a soutenu que la demande d'information de sa délégation était importante pour le fonctionnement objectif et transparent du Comité et prié celui-ci de transmettre les questions aux ONG concernées et de les inviter à y répondre par écrit dans les meilleurs délais.

29. Le Président du Comité a affirmé le droit de tout membre du Comité de demander, au nom de celui-ci, des éclaircissements aux ONG dotées du statut consultatif ou soumettant une demande d'admission à ce statut et a sollicité l'avis du Comité sur la demande de transmission des questions aux ONG concernées.

30. La représentante des États-Unis d'Amérique a souligné qu'il importait de veiller à ce que les activités du Comité soient transparentes et conformes à la résolution 1996/31, compte tenu du précédent qui serait établi. Elle a prié le Président et le Secrétariat de préciser les circonstances qui justifieraient la demande adressée aux organisations concernées de fournir, en dehors du cadre des rapports quadriennaux, des informations supplémentaires sur leurs activités. Elle a également questionné le Comité au sujet des critères sur lequel il se fonderait pour solliciter des renseignements supplémentaires et lui a demandé s'il avait adressé des demandes similaires aux ONG dans le passé. Elle a dit craindre que la demande de la délégation pakistanaise ne vienne imposer une charge indue aux ONG, puisqu'elle le contraignait à répondre formellement aux allégations sans fondement formulées à leur encontre, et estimé que l'examen quadriennal, dans le cadre duquel les organisations fournissaient des renseignements, était pour celles-ci le moyen le plus indiqué de communiquer des informations sur leurs activités. Le représentant de la Grèce a souscrit à l'avis exprimé par les États-Unis et demandé des éclaircissements sur les procédures suivies par le Comité pour examiner les rapports spéciaux.

31. Le Chef par intérim du Service des organisations non gouvernementales a indiqué que, conformément à la pratique établie du Comité, seules les questions relatives aux plaintes déposées par des États Membres avaient été examinées précédemment au titre du point 7 de l'ordre du jour. Il a déclaré que, lorsqu'un État Membre déposait une plainte avec éléments de preuve à l'appui, la pratique du Comité

était d'informer l'organisation visée et de lui donner la possibilité de répondre aux allégations, en application du paragraphe 56 de la résolution 1996/31.

32. Le représentant de la Grèce a demandé si le Comité avait déjà reçu un rapport contre une ONG accréditée de la part d'une ONG non accréditée. Il a également demandé des éclaircissements sur les procédures à suivre concernant les « rapports spéciaux », y compris sur ce que le Comité considérait comme un « rapport spécial », sur lequel il fondait son action. Il a réaffirmé l'appui de sa délégation à la position exprimée par la représentante des États-Unis, selon laquelle l'examen des rapports quadriennaux constituait un cadre sûr pour l'évaluation des activités menées par les ONG.

33. Le Chef par intérim du Service a indiqué que la pratique établie du Comité en ce qui concernait l'examen des rapports spéciaux était fondée sur les plaintes des États Membres, dans lesquelles figuraient des éléments expliquant clairement les allégations formulées à l'encontre des organisations visées. À sa connaissance, le Comité n'avait reçu aucune plainte exclusivement fondée sur le rapport d'une organisation externe. Il a toutefois noté que les demandes envoyées aux organisations ne devaient comporter que des questions que le Comité accepterait de transmettre.

34. Le représentant de la Chine a affirmé que sa délégation appuyait le rôle que la société civile jouait dans les réunions de l'ONU. Il a toutefois constaté que, si la plupart des ONG respectaient les règles et règlements de l'ONU, notamment la résolution 1996/31, certaines abusaient de leur statut en menant des activités contraires à la Charte des Nations Unies. Rappelant que le Comité avait discuté de questions similaires dans le passé, il a réaffirmé le droit des États Membres à demander des renseignements aux ONG et exprimé son soutien à la demande faite par la représentante du Pakistan.

35. La représentante de la Turquie s'est également dite favorable à la demande exprimée par la représentante du Pakistan, pour des questions de principe et de procédure, et a déclaré que le Comité avait la responsabilité d'examiner les activités des ONG dotées du statut consultatif, en se fondant non seulement sur les rapports, mais aussi sur d'autres renseignements utiles, comme indiqué dans la résolution 1996/31. Soulignant que le Comité devait examiner objectivement toutes les informations potentiellement pertinentes, elle a dit espérer qu'une décision consensuelle en accord avec la demande exprimée soit prise.

36. La représentante du Pakistan a rappelé que la demande d'information de sa délégation se fondait sur des informations recueillies auprès de diverses sources et souligné que, conformément aux précédents dans la pratique du Comité et en application des paragraphes 11, 13, 44, 48, 55 et 61 c) de la résolution 1996/31, le Comité était habilité à demander des informations aux ONG accréditées. Elle a noté que six des neuf organisations concernées étaient inscrites sur la Liste et n'étaient pas tenues de soumettre des rapports quadriennaux. Elle a informé le Comité que le Secrétariat avait répondu partiellement à la demande de renseignements adressée par sa délégation dans une note verbale datée du 10 mai 2021 et indiqué qu'elle souhaitait obtenir des précisions sur les cinq éléments pour lesquels aucune information n'avait été fournie, à savoir : a) la demande complète des neuf organisations non gouvernementales ; b) des informations concernant les activités et programmes menés par ces ONG depuis leur admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social ; c) des rapports annuels ou autres de ces organisations, accompagnés des états financiers et d'une liste des ressources financières et des contributions, notamment des financements publics ; d) une liste des membres des organes directeurs des organisations, avec indication de leur nationalité ; e) le texte de l'acte constitutif ou des statuts des organisations.

37. Le représentant de l'Inde a demandé au Président des éclaircissements concernant les éléments sur lesquels se fondait la demande de renseignements adressée aux neuf ONG, ajoutant que, selon la pratique établie du Comité, telle que précisée par le Secrétariat, cette demande, effectuée dans le cadre d'un rapport spécial, devait reposer sur une plainte et des preuves communiquées par les États Membres.

38. La représentante du Pakistan a souligné que la demande d'information était fondée sur les paragraphes 11, 13, 55 et 61 c) de la résolution 1996/31, au titre desquels un État Membre pouvait demander des « informations pertinentes » aux ONG, quel que soit le motif sur lequel sa demande s'appuyait. Elle a réaffirmé que la plainte de sa délégation reposait sur un certain nombre de ressources et de renseignements fiables et noté que, selon la pratique établie du Comité, de telles communications avaient déjà été transmises à des ONG dans le passé, conformément au paragraphe 56 de la résolution. Elle a demandé à nouveau que les ONG répondent aux questions posées et clarifient leur position.

39. La représentante des États-Unis a demandé des précisions sur les paragraphes 11, 13, 44, 48, 55 et 61 c) de la résolution 1996/31, cités comme fondement de la demande d'information transmise aux neuf ONG. Parmi les dispositions mentionnées, elle a noté que les paragraphes 11 et 13 concernaient l'examen initial des demandes d'admission au statut consultatif, le paragraphe 55 les rapports quadriennaux et le paragraphe 56 les situations dans lesquelles une motion ou une demande de suspension ou de retrait du statut consultatif avait été proposée, ce qui n'était pas le cas en l'occurrence. Elle a demandé si la question dont le Comité était saisi méritait d'être examinée au titre du paragraphe 61 c), qui s'appliquait aux « cas exceptionnels ».

40. Comme suite à une demande de clarification de la part du Président, la représentante du Pakistan a déclaré que sa délégation avait demandé au Secrétariat de fournir des informations sur les neuf ONG, qui auraient dû être accessibles à tous les membres du Comité. Or, le Secrétariat avait indiqué que ces informations n'étaient pas disponibles. Elle a également informé le Comité que les informations que ces organisations devaient fournir à l'appui de leur demande d'admission au statut consultatif, telles que mentionnées aux paragraphes 11 et 13 de la résolution 1996/31, n'étaient pas disponibles auprès du Secrétariat. En ce qui concernait les paragraphes 55 et 56, elle a rappelé que sa délégation avait déposé une plainte concernant les neuf ONG dans une lettre datée du 4 janvier 2021 et souligné qu'elle s'efforçait d'obtenir des informations afin de garantir les principes de transparence et d'impartialité et de nouer un dialogue constructif avec les ONG concernées. Elle a prié le Comité de transmettre la demande d'information de sa délégation aux organisations et d'inviter ces dernières à y répondre dans les meilleurs délais.

41. Le représentant de Cuba a affirmé le droit des États Membres, en application de la résolution 1996/31, de poser des questions complémentaires au titre du point pertinent de l'ordre du jour du Comité. Il a fait observer que la représentante du Pakistan avait demandé au Comité de transmettre une demande de renseignements en raison des inquiétudes exprimées par sa délégation au sujet des neuf ONG, sans l'avoir invité à prendre des mesures contre ces dernières. Il a jugé approprié le fait que les ONG aient la possibilité de répondre aux préoccupations et aux questions soulevées par le Comité.

42. Le représentant de l'Inde a demandé des précisions sur le rapport cité à l'appui de la demande d'information de la représentante du Pakistan et cherché à savoir s'il existait un précédent dans les travaux du Comité. Il a également cherché à savoir si la lettre de la représentante du Pakistan pouvait être considérée comme une plainte et demandé des précisions sur la procédure suivie par le Comité dans de tels cas.

43. Le Président a pris note des éclaircissements fournis par la représentante du Pakistan, qui a réitéré la plainte adressée contre les neuf organisations en application des paragraphes 55 et 56 de la résolution 1996/31 et présenté les questions à leur soumettre en vue d'obtenir des informations complémentaires.

44. La représentante des États-Unis a noté qu'il n'y avait pas de précédent établi en ce qui concernait la demande de renseignements supplémentaires adressée au titre des cas exceptionnels prévus au paragraphe 61 c). Elle a rappelé que le Comité devait définir des critères précis s'il comptait demander aux ONG concernées de présenter des informations complémentaires en dehors de l'examen des rapports quadriennaux ou dans des « cas exceptionnels », comme le prévoyait le paragraphe 61 c) de la résolution 1996/31.

45. Le Président a rappelé que la pratique du Comité était d'évaluer les plaintes de ses membres au titre du point 7 de son ordre du jour, intitulé « Rapports spéciaux ». Le Chef par intérim du Service a confirmé que la demande était examinée au titre de ce point de l'ordre du jour, dans le cadre des paragraphes 55 et 56 de la résolution 1996/31, et indiqué que le Comité soumettrait des questions conformes à ces paragraphes. Il a déclaré que la demande d'information adressée au titre du paragraphe 61 c) n'avait pas de précédent dans la pratique établie du Comité et que celui-ci devrait par conséquent prendre une décision en la matière.

46. La représentante de la Turquie a rappelé que le Comité avait déjà transmis des questions à des ONG dotées du statut consultatif auparavant. Elle a fait part de l'avis de sa délégation selon lequel la lettre du Pakistan, qui mentionnait la possibilité, sans le demander, de retirer le statut consultatif des ONG concernées, constituait une plainte qui devait être examinée par le Comité en application des paragraphes 55 et 56. Elle a noté que la résolution ne limitait pas les informations dont le Comité pouvait tenir compte ou les sources d'information sur lesquelles il pouvait fonder son action et souligné que celui-ci poursuivrait son examen après avoir reçu les réponses des organisations concernées.

47. Le représentant de l'Inde a maintenu que la demande du Comité manquait de clarté. Il a reconnu le droit des États Membres à solliciter des informations, mais souligné qu'il était nécessaire de garantir une procédure régulière. Il a rappelé que le Comité devrait considérer la validité du rapport sur lequel reposait la plainte portée contre les ONG et que sa décision créerait un précédent.

48. La représentante des États-Unis a réitéré la position de sa délégation, selon laquelle le contexte de la demande de renseignements adressée aux ONG était flou. Elle a déclaré que cette demande devait être faite conformément à la résolution 1996/31 et soutenu que les paragraphes 55 et 56 cités ne pouvaient servir de justification à la demande examinée par le Comité. Elle a en outre réaffirmé que l'existence des cas exceptionnels justifiant une demande de renseignements complémentaires en dehors du processus d'examen des rapports quadriennaux, comme prévu au paragraphe 61 c), n'avait pas été établie. Elle a souligné qu'il n'existait aucun précédent concernant cette intervention du Comité et que la demande d'information n'était pas conforme à la pratique en vigueur. Elle a réitéré la préoccupation de sa délégation quant au fait que ces demandes pourraient imposer une charge indue aux ONG, puisque que cela les contraignait à répondre formellement aux allégations sans fondement formulées à leur encontre, et soutenu que l'examen quadriennal, dans le cadre duquel les organisations fournissaient des renseignements, était pour celles-ci le moyen le plus indiqué de communiquer des informations sur leurs activités.

49. Répondant aux inquiétudes exprimées par certaines délégations, la représentante du Pakistan a souligné que l'existence d'un précédent était nécessaire uniquement

lorsqu'il n'existait pas de disposition ou de règle claire. Elle a insisté sur le fait que, du point de vue de sa délégation, les membres du Comité étaient habilités à demander des informations aux ONG au titre de diverses dispositions de la résolution 1996/31, notamment du paragraphe 61 c).

50. Le représentant de la Chine a rappelé les dispositions du paragraphe 15 de la résolution 1996/31 et affirmé le soutien de sa délégation au droit des États Membres de faire part de leurs préoccupations et de demander des informations aux ONG dotées du statut consultatif, ajoutant que celles-ci avaient le droit de répondre aux questions posées par le Comité.

51. Le Comité a décidé de demander au Secrétariat de transmettre les questions telles que formulées par la délégation pakistanaise aux neuf ONG concernées pour que celles-ci y répondent.

52. À la 2^e séance, le 17 mai, le représentant du Soudan a fait référence à une note verbale datée du 6 mai 2021 qui avait été précédemment distribuée aux membres du Comité et dans laquelle figurait une demande de retrait du statut consultatif spécial accordé aux neuf organisations suivantes : a) Al-Birr & Al-Tawasul (2014) ; b) Al Zubair Charity Foundation (2008) ; c) Global Health Foundation (2016) ; d) International Peace and Development Organization (2009) ; e) Ma'arij Foundation for Peace and Development (2010) ; f) Sanad Charity Foundation (2016) ; g) Society Studies Centre (2008) ; h) Sudanese Women General Union (2007) ; i) Women Research Center (2013).

53. Le représentant du Soudan a affirmé que sa délégation était résolue à travailler avec les organisations de la société civile et souligné le rôle important que celles-ci jouaient dans la mise en œuvre de projets caritatifs et de développement. Il a signalé au Comité que les enquêtes menées par le Soudan sur les travaux des neuf organisations avaient permis d'établir que ces dernières avaient violé les lois nationales relatives aux activités d'aide humanitaire en enfreignant les règlements administratifs et ceux relatifs à l'enregistrement ainsi qu'en bénéficiant de privilèges exceptionnels accordés par des entités politiques aux fins de la poursuite d'objectifs politiques. Il a également déclaré que les organisations avaient été radiées dans le cadre des efforts nationaux de lutte contre la corruption. Il a résumé les violations commises et demandé que le Comité retire le statut consultatif accordé à ces organisations, en application du paragraphe 57 de la résolution 1996/31, étant donné qu'elles n'avaient plus la capacité juridique de travailler au Soudan. Il a demandé que les organisations soient informées de la plainte déposée contre elles.

54. La représentante des États-Unis a demandé si les ONG auraient la possibilité de répondre aux allégations formulées à leur encontre. Elle a également cherché à savoir si l'enregistrement formel était un critère d'éligibilité, en particulier si les ONG étaient tenues de maintenir leur enregistrement dans le pays dans lequel elles avaient leur siège pour conserver leur accréditation auprès de l'ONU et si elles pouvaient déplacer leur siège après la suspension de leur enregistrement et poursuivre leurs activités ailleurs. Elle a demandé que des informations supplémentaires concernant ces organisations, qui n'avaient pas été incluses dans la note verbale, soient communiquées au Comité. Le représentant de la Grèce a également demandé des éclaircissements sur la procédure de traitement des plaintes formulées par des États Membres contre une organisation.

55. Le Chef par intérim du Service a rappelé les dispositions du paragraphe 56 de la résolution 1996/31, dans lequel il était énoncé que les ONG contre lesquelles des plaintes étaient déposées devaient avoir la possibilité de présenter leur point de vue au Comité avant que des mesures ne soient prises à leur encontre. Il a indiqué que le Secrétariat transmettrait aux organisations les allégations formulées contre elles et

solliciterait leurs réponses. À cet égard, il a demandé au Comité de formuler précisément les allégations à transmettre aux ONG et d'obtenir de celles-ci des réponses, qui seraient examinées à sa 8^e séance, le 21 mai.

56. La représentante de la Turquie a fait observer que le Comité avait abordé la question de l'enregistrement à sa session ordinaire de 2017 en ce qui concernait les organisations qui avaient été radiées et avaient perdu leur statut de personne morale, et qu'il avait décidé, à l'époque, que les questions n'avaient pas à être transmises aux organisations concernées, car celles-ci avaient perdu leur statut de personne morale dans le pays dans lequel elles étaient établies au moment de leur demande. Elle a noté que la décision du Comité de transmettre les questions et la plainte aux ONG visées en l'espèce ne contreviendrait pas à la décision prise dans le passé et ne créerait pas de précédent à cet égard.

57. Le Chef par intérim du Service a déclaré que la question de l'enregistrement d'une ONG au niveau national était distincte du système du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. Il a signalé que la résolution 1996/31 n'exigeait pas qu'une organisation soit enregistrée auprès des autorités nationales et que les obligations d'enregistrement variaient d'un pays à l'autre, ajoutant que, dans certains contextes, cet enregistrement était effectué par des entités commerciales. Il a également indiqué que, lors de l'examen des demandes d'admission au statut consultatif, les ONG devaient fournir des preuves d'enregistrement uniquement pour prouver qu'elles existaient depuis au moins deux ans à la date de leur demande, conformément aux dispositions de la résolution. Il a noté que les ONG étaient mobiles par nature et pouvaient s'établir dans plusieurs pays à la fois et ajouté que le Secrétariat ne surveillait pas leurs mouvements géographiques. Il a également déclaré que la cessation de l'enregistrement auprès des autorités nationales ne justifiait pas en soi la suspension ou le retrait du statut consultatif de ces organisations auprès du Conseil.

58. La représentante du Pakistan a appuyé la position exprimée par la représentante de la Turquie selon laquelle les organisations qui perdaient leur statut de personne morale dans leur pays d'origine n'avaient pas qualité pour agir et ne seraient pas habilitées, selon la pratique établie du Comité, à fournir une réponse. Elle a indiqué que la demande formulée par le représentant du Soudan de transmettre les plaintes aux organisations concernées ne devrait pas constituer un précédent.

59. Le représentant du Soudan a souligné que les organisations en question avaient fait l'objet d'une enquête au niveau national et qu'il avait été constaté qu'elles manquaient de transparence et violaient les principes de la résolution 1996/31. Il s'est engagé à fournir au Comité des éléments supplémentaires concernant les plaintes. Le Comité a décidé de demander des informations aux organisations mentionnées dans la note verbale datée du 6 mai 2021 et de solliciter leur avis.

60. À sa 8^e séance, le 21 mai, le Comité a repris l'examen du point 7 de l'ordre du jour. La représentante du Soudan a fait référence à l'intervention de sa délégation du 17 mai et demandé au Comité de reporter l'examen de la demande à la reprise de sa session. La représentante du Pakistan a demandé plus de temps pour examiner les réponses fournies par les organisations mentionnées dans la lettre en date du 4 janvier 2021, ajoutant que ces réponses avaient été transmises aux membres du Comité peu avant l'examen du point 7 de l'ordre du jour.

61. À sa 13^e séance, le 26 mai, le Comité a repris l'examen du point 7 de l'ordre du jour. La représentante du Pakistan a informé le Comité qu'après examen des renseignements communiqués par les neuf ONG dans leurs réponses, seules deux d'entre elles, l'Indian Council of Education (statut consultatif spécial, 1995) et l'Institute of Non-Aligned Studies (statut consultatif général, 1998), avaient fourni

les informations demandées par le Comité. Elle a ajouté qu'une des organisations, l'International Association of Democracy in Africa (statut consultatif spécial, 1996), avait transmis des informations partielles et que les six autres organisations n'avaient pas communiqué les renseignements de base demandés par le Comité. Elle a informé le Comité que sa délégation examinait les informations reçues et prié à nouveau les organisations qui n'avaient pas répondu ou répondu partiellement à sa demande d'information de lui communiquer les renseignements qui manquaient.

62. Le Comité a décidé de demander aux organisations ci-après de lui communiquer les informations voulues : a) Canners International Permanent Committee (inscrite sur la Liste) ; b) Center for Environmental and Management Studies (inscrite sur la Liste, 1996) ; c) Commission to Study the Organization of Peace (inscrite sur la Liste, 1975) ; d) International Association for Democracy in Africa (statut consultatif spécial, 1996) ; e) Pan African Union for Science and Technology (inscrite sur la Liste) ; f) United Schools International (inscrite sur la Liste, 1981) ; g) World Environment and Resources Council (WERC) (inscrite sur la Liste, 1979).

VI. Organisation de la session

A. Ouverture et durée de la session

63. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu sa session ordinaire de 2021 du 17 au 27 mai et le 7 juin. Il a tenu 16 séances.

64. La session a été ouverte par le Président du Comité pour la session de 2021, qui a signalé que le Comité était saisi d'un nombre sans précédent de demandes et de rapports quadriennaux, en raison de l'interruption de la reprise de la session de 2020, qui avait été réduite à une seule séance en raison de la pandémie de COVID-19. Il a déclaré que le Comité avait pris des mesures exceptionnelles, notamment en reprogrammant et en prolongeant sa session ordinaire de 2021 ainsi que la reprise de la session, et en tenant une séance le jour du Vesak, qui est chômé par une partie du personnel de l'ONU, afin de se donner le temps nécessaire pour se pencher sur la charge de travail accumulée. Il a remercié les membres du Comité de leur souplesse et de leur coopération face aux obstacles et difficultés majeurs rencontrés par le Comité dans l'exécution de ses travaux.

65. La représentante du Mexique a souligné l'importance de la participation de la société civile aux travaux du Conseil, de ses organes subsidiaires et d'autres instances intergouvernementales de l'ONU, ajoutant qu'ils donnent des informations, des analyses et différents avis qui contribuent aux délibérations des États Membres et aux efforts de recherche de solutions novatrices aux problèmes complexes rencontrés dans de nombreux domaines d'activité de l'Organisation. Elle s'est dite préoccupée par les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur les travaux du Comité et les activités des organisations de la société civile au Siège de l'ONU, à un moment où les opinions et les propositions de celles-ci sont plus cruciales que jamais. Elle a exhorté le Comité à étudier les possibilités de créer un espace ouvert et non exclusif d'échanges avec les organisations non gouvernementales, en tirant parti des outils et technologies numériques qui existent, notamment les plateformes virtuelles, le but étant d'améliorer et de rendre plus substantielle la séance de questions-réponses avec les organisations non gouvernementales lors de ses futures sessions.

66. La représentante des États-Unis a réaffirmé que sa délégation était favorable à la participation de la société civile, ce qui s'inscrit dans son engagement plus large en faveur de la démocratie, des droits humains et de l'égalité. Elle a déclaré que le nombre record de demandes d'admission au statut consultatif dont le Comité était saisi témoignait de l'importance que les organisations non gouvernementales

attachent au statut consultatif et a invité le Comité à s'employer de manière rationnelle à surmonter les difficultés qu'il rencontre, du fait de la pandémie de COVID-19, pour tenir ses séances et à éviter de nouveaux retards. Elle a affirmé avec insistance qu'il était nécessaire que les travaux du Comité soient ouverts, transparents et accessibles à la société civile, et a salué la diffusion sur le Web des sessions publiques du Comité, qu'elle a considérée comme un important pas dans la bonne direction. Elle a encouragé le Comité à réfléchir à des mesures supplémentaires, notamment le recours aux plateformes virtuelles et aux outils numériques, pour élargir l'accès des organisations de la société civile aux activités des Nations Unies. Elle s'est dite préoccupée par le report de l'examen des rapports quadriennaux des organisations non gouvernementales intervenant dans les domaines des droits humains et des questions humanitaires et a rappelé que ces reports risquaient de politiser les travaux du Comité. Elle a souligné que le Comité avait l'obligation de faire respecter les droits de toute personne, en particulier les membres des ONG, à la liberté d'expression et à la liberté d'association, qui sont des droits consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, et a ajouté que cela favoriserait un échange d'idées ouvert, ce qui est essentiel à l'innovation et à l'adoption de solutions originales dans les organes multilatéraux. Elle a en outre rappelé l'importance vitale que revêt la participation de la société civile aux activités de l'Organisation et a exhorté le Comité à veiller à ce que les organisations non gouvernementales aient une voix à l'ONU.

67. La représentante de la Turquie a souligné l'importance de la participation active des organisations non gouvernementales aux travaux du Conseil, de ses organes subsidiaires et des conférences internationales de l'ONU afin de permettre à la communauté internationale d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés. Elle a déclaré que les vulnérabilités mises au jour par la pandémie de COVID-19 avaient démontré la nécessité de nouer des partenariats diversifiés, à plusieurs niveaux, multidimensionnels et efficaces, d'assurer une coopération et une coordination à tous les niveaux et entre tous les acteurs, et a souligné que le Comité avait un rôle important à jouer à cet égard. Rappelant l'importante contribution que les organisations non gouvernementales ont apportée aux activités de l'ONU, elle s'est félicitée de l'augmentation du nombre de demandes d'admission au statut consultatif présentées par les organisations non gouvernementales en dépit des difficultés causées par la pandémie de COVID-19 et a dit qu'elle espérait que la prolongation des sessions de 2021 permettrait au Comité de compenser les interruptions dues à la pandémie en 2020 et de déjouer la cyberattaque lancée contre les plateformes en ligne. Elle a toutefois noté que le nombre croissant de demandes avait affecté la capacité du Comité à s'acquitter de son mandat de manière opportune, appropriée et diligente et a proposé que le Comité étudie les moyens possibles de rationaliser ses méthodes de travail pour absorber son volume de travail. Elle a félicité le Comité pour les mesures qu'il a prises en vue d'améliorer la transparence et l'efficacité de ses travaux et d'accélérer l'examen des demandes, et a dit qu'elle attendait avec intérêt que le Comité réfléchisse à d'autres mesures pratiques à cet égard.

68. Le représentant du Brésil a rappelé l'importance de la participation de la société civile aux activités de l'ONU. Il a souligné le rôle important que joue le Comité pour faire en sorte que les organisations non gouvernementales participent pleinement aux activités des entités des Nations Unies, en examinant leurs demandes d'admission au statut consultatif conformément à la résolution 1996/31. À cet égard, il a affirmé avec insistance que les travaux du Comité devraient s'appuyer sur des critères transparents et objectifs, le but étant de renforcer et d'élargir la participation de la société civile aux activités de l'ONU. Soulignant les effets de la pandémie de COVID-19 sur les travaux du Comité, il s'est félicité de la reprise des sessions de celui-ci, ce qui pourra permettre de réduire les demandes qui se sont accumulées du fait de la pandémie.

69. Le représentant de l'Estonie a exprimé le soutien ferme de sa délégation à la participation des organisations de la société civile aux travaux de l'Organisation et à la possibilité qui leur était donnée de faire entendre leur voix dans le système des Nations Unies. Il a déclaré que sa délégation partageait l'avis de nombreux États et organisations non gouvernementales selon lequel le processus d'accréditation du Comité manquait de transparence, d'objectivité et d'efficacité. Il s'est dit préoccupé par les questions répétitives et les retards injustifiés dans le traitement des demandes, ce qui affectait de manière disproportionnée les organisations non gouvernementales intervenant dans certains domaines, notamment les droits humains. Il a relevé qu'on a tenté de mener les travaux du Comité selon des modalités non conformes à la résolution 1996/31 et a appelé tous les membres du Comité à réaffirmer leur engagement à respecter ses principes. Il a souligné l'importance des échanges directs avec les organisations non gouvernementales pour les travaux du Comité, ajoutant qu'on devrait faire bénéficier, sur un pied d'égalité, les organisations du monde entier de cette chance. À cet égard, il a soutenu la proposition du Mexique selon laquelle le Comité devrait étudier les moyens de faciliter la participation des organisations non gouvernementales à ses sessions, y compris au moyen d'outils numériques, et a demandé aux États Membres de l'ONU de garantir, au niveau national, un environnement favorable aux organisations non gouvernementales.

70. Le représentant de la Grèce a réaffirmé l'engagement de sa délégation à promouvoir la participation de la société civile aux activités de l'ONU, ce qui constitue en une traduction dans les faits de l'invitation à la participation active des peuples des Nations Unies prévue dans la Charte. Il a souligné l'importante contribution de la société civile aux activités de l'ONU, rappelant que ses experts et son expérience permettent à l'ONU d'être mieux informée, plus représentative et plus à même de répondre aux préoccupations des différentes parties prenantes. Rappelant l'interruption des travaux du Comité causée par la pandémie de COVID-19, il a déclaré que le Comité avait l'occasion de réfléchir à l'amélioration de la transparence de ses travaux, sans oublier la participation effective de la société civile et ses échanges avec les organisations non gouvernementales. Il a félicité le Comité pour les progrès accomplis à cet égard et déclaré que sa délégation était prête à l'aider à étudier les solutions proposées dans cette optique.

71. L'observateur de l'Union européenne a fait une déclaration, également au nom de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Géorgie, du Liechtenstein, de la Macédoine du Nord, de Monaco, du Monténégro et de l'Ukraine. Il s'est félicité de la diffusion sur le Web de la session du Comité, ajoutant que la plupart des organisations non gouvernementales n'ont pas pu assister à la session en présentiel. Rappelant les effets durables et dévastateurs de la pandémie de COVID-19 sur les économies et les sociétés du monde entier, il a souligné qu'il était essentiel que l'ONU écoute la voix des citoyens, telle qu'elle s'exprime à travers le travail des organisations de la société civile. Il a souligné le rôle important que joue le Comité à cet égard, ajoutant que ses recommandations ont une influence sur la participation des organisations non gouvernementales aux activités des entités des Nations Unies et déterminent les relations entre l'ONU et la société civile. Il a rappelé que le Secrétaire général, dans son appel à l'action pour les droits humains en 2020, avait souligné l'importance de la participation de la société civile aux activités de l'ONU et annoncé que les efforts seraient redoublés pour que la voix de la société civile puisse davantage se faire entendre dans les organes et entités de l'ONU. Il a affirmé qu'il était temps que l'ONU s'attaque de manière systématique aux menaces et aux représailles dont sont victimes les défenseurs des droits humains et les victimes de violations et d'abus des droits humains qui coopèrent avec les entités des Nations Unies, ajoutant que 709 cas de menaces et représailles contre ces personnes ont été recensés entre 2010 et 2020. Il a demandé la mise en place d'un mécanisme visant à

assurer la protection et la sécurité de ces individus, conformément au mandat relatif aux repréailles que le Secrétaire général a confié à la Sous-Secrétaire générale aux droits de l'homme. Il a en outre déclaré que l'intérêt général devait sous-tendre l'examen des demandes et a exhorté le Comité à s'abstenir de se servir de la résolution 1996/31 à des fins nationalistes ou politiques. À cet égard, il s'est dit préoccupé par les questions répétitives et les retards injustifiés dans le traitement des demandes, qui affectaient de manière disproportionnée les organisations non gouvernementales intervenant dans le domaine des droits humains et qui, dans certains cas, aboutissent à des refus de facto. Il a également indiqué que toutes les allégations que le Comité portait à l'encontre des ONG devaient être étayées par des preuves et communiquées aux organisations concernées assez longtemps à l'avance pour qu'elles aient un délai raisonnable pour y répondre. Notant le nombre record de 340 demandes dont l'examen avait été reporté et qui étaient en attente de traitement par le Comité, il a déclaré que rien ne justifiait le fait de reporter une nouvelle fois l'examen des demandes en attente de traitement depuis très longtemps. Il a cité en exemple la demande de l'International Dalit Solidarity Network, dont l'examen est reporté depuis plus de 14 ans, et celles de Non C'è Pace Senza Giustizia/No Peace without Justice, de la Dr. Denis Mukwege Foundation, de Trócaire et de l'Inimõiguste Instituut. Il a noté avec regret que de nombreuses organisations non gouvernementales ne seraient pas en mesure de participer aux séances de questions-réponses avec le Comité en raison des difficultés rencontrées en ce qui concerne leur déplacement à New York et a souligné l'importance de surmonter les obstacles au dialogue entre le Comité et les organisations non gouvernementales en se servant de tous les outils qui existent. Il a également souligné l'importance de la diffusion sur le Web et de la large couverture des sessions du Comité en vue de permettre aux organisations qui n'avaient pas les ressources nécessaires pour assister aux réunions du Comité d'y avoir accès.

72. Il a exprimé le soutien de sa délégation à l'appel lancé par les organisations non gouvernementales le 30 mars 2020 pour que le Comité s'engage à remplir son mandat de manière équitable, transparente, non discriminatoire, rapide et apolitique, et exhorté les membres du Conseil à limiter le nombre de mandats des membres du Comité, dans le cadre des réformes visant à promouvoir l'ouverture et le principe de responsabilité. Il a souscrit à l'opinion selon laquelle la limitation du nombre des mandats permettrait une plus grande diversité dans la composition du Comité et a encouragé les membres du Conseil à voter, pour le mandat allant de 2023 à 2026, en faveur des candidats ayant permis dans le passé à la société civile d'avoir accès et de participer aux activités de l'ONU. Il a rappelé la lettre adressée au Comité en juin 2019 par la Présidente du Comité de coordination des procédures spéciales, qui renfermait des recommandations précieuses à l'endroit du Conseil et du Comité chargé des organisations non gouvernementales, en indiquant que, si elles étaient appliquées, elles rendraient le fonctionnement du Comité plus inclusif, plus efficace, plus équitable et plus transparent, notamment par la limitation des reports et la mise en place d'un processus qui permette de revoir les décisions de report ou de refus arbitraires ou erronées. Il a appelé le Comité à organiser un nouveau cycle de consultations avec les organisations non gouvernementales, après les toutes premières consultations tenues en juin 2018.

73. L'observateur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a noté que les organisations de la société civile contribuaient à l'efficacité de l'ONU en s'employant à appliquer les politiques de l'Organisation sur le terrain et en se servant de leur inestimable expérience du terrain pour influencer sur ses décisions. Il a réaffirmé l'engagement de sa délégation à défendre la société civile partout dans le monde, notamment en lui garantissant un libre accès aux activités de l'ONU. Il a appelé l'attention sur la recrudescence des repréailles à l'encontre de la société civile,

notamment pour sa coopération avec l'ONU et a informé le Comité que sa délégation avait été à l'origine d'une déclaration commune interrégionale adressée à la Troisième Commission dans laquelle ces représailles étaient condamnées, et avait encouragé la participation de la société civile lorsqu'elle assumait la présidence du Conseil de sécurité. Rappelant les difficultés rencontrées par les organisations non gouvernementales, notamment les restrictions et les blocages auxquels elles font face dans le cadre de leur travail, il a souligné que le Comité devait faciliter leur travail et non le leur rendre difficile avec des tracasseries administratives. Il a annoncé la candidature de sa délégation au Comité pour le mandat allant de 2023 à 2026 et a affirmé que, si elle était élue, elle s'emploierait à améliorer les méthodes de travail du Comité afin de le rendre plus transparent et moins enclin à reporter arbitrairement l'examen de demandes. Il a exhorté le Comité à résoudre de manière équitable et transparente la question de l'accumulation des demandes dont l'examen avait été reporté afin de respecter et de contribuer à l'engagement de l'ONU en faveur d'un multilatéralisme inclusif. Il a réitéré la déclaration de l'Union européenne selon laquelle le fait de reporter une nouvelle fois l'examen des demandes était injustifié et a demandé au Comité d'accélérer ses travaux et de contribuer à créer un espace sûr et accueillant pour que la société civile puisse exprimer ses points de vue. Il a partagé l'avis de la Directrice du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable sur l'importance d'un multilatéralisme fonctionnant en réseau et plus inclusif, et a souligné que l'ONU devrait écouter les organisations non gouvernementales et les faire participer à ses activités.

74. À la 15^e séance, le 27 mai, le Président a félicité le Comité pour les progrès accomplis en vue de surmonter les graves difficultés rencontrées dans le cadre de ses travaux en raison de la pandémie de COVID-19 et de traiter avec efficacité le nombre élevé de demandes d'admission au statut consultatif qui s'étaient accumulées, un nombre jamais enregistré par le Comité. Il a remercié les membres du Comité et le Secrétariat pour leur travail acharné, qui a permis d'avoir des résultats positifs, ajoutant que le Comité avait recommandé d'accorder le statut consultatif à un nombre record de 430 organisations. Il a salué les efforts que le Secrétariat a déployés pour organiser les séances quotidiennes de questions-réponses avec les représentantes et représentants des organisations non gouvernementales malgré les restrictions sanitaires imposées dans les locaux du Siège de l'ONU, ajoutant que le nombre d'organisations ayant participé à la séance ordinaire de 2021 avait dépassé le taux moyen de participation aux sessions précédentes du Comité, toutes sessions ordinaires et reprises de session confondues.

75. La représentante des États-Unis a félicité le Président pour son leadership face à des obstacles sans précédent aux travaux du Comité et pour avoir permis au Comité d'absorber son volume de travail record. Elle a exprimé sa reconnaissance au personnel du Secrétariat pour le concours décisif qu'il a apporté au Comité pour l'organisation de sa session.

76. Le représentant de la Fédération de Russie a souligné que le Comité avait absorbé un énorme volume de travail et achevé les tâches les plus importantes et a remercié le Président pour son leadership et le Secrétariat pour le concours qu'il a apporté au Comité pour l'organisation de sa session.

77. La représentante du Pakistan a également remercié le Président d'avoir dirigé avec succès la session du Comité et a salué l'appui et l'assistance apportés par le Secrétariat qui a fourni des informations et des éclaircissements tout au long de la session.

78. Le représentant de l'Inde a également remercié le Président pour son leadership et le Secrétariat pour son appui qui a contribué au bon déroulement de la session du Comité.

B. Participation

79. Les 19 membres du Comité ont participé à la session. Les observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les observateurs d'États non membres et les représentants d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales y ont également pris part. La liste des participants sera publiée sous la cote [E/C.2/2021/INF/1](#).

80. À sa session ordinaire de 2021, le Comité a entendu 27 représentants d'organisations non gouvernementales, qui ont eu la possibilité de répondre à ses questions. Les renseignements supplémentaires fournis par les représentants ont facilité le débat et aidé le Comité à se prononcer.

C. Élection du Bureau

81. À sa 1^{re} séance, le 17 mai, le Comité a élu Mohamed Sallam (Soudan) Président et Michael Baror (Israël) Vice-Président et Rapporteur.

D. Ordre du jour

82. À sa 1^{re} séance, le 17 mai, le Comité a approuvé l'ordre du jour provisoire de sa session de 2021, publié sous la cote [E/C.2/2021/1/Rev.1](#). L'ordre du jour se lit comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement ;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et dont l'examen a été reporté ;
 - b) Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales.

6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales ;
 - b) Questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel ;
 - c) Questions connexes diverses.
7. Rapports spéciaux.
8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2022 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité sur sa session de 2021.

VII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2021

83. À sa 15^e séance, le 27 mai, le Comité a pris note du projet de rapport et autorisé le Rapporteur à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres, selon qu'il conviendrait, afin qu'il soit présenté au Conseil économique et social pour que celui-ci y donne la suite voulue.

84. À sa 16^e séance, le 7 juin, le Comité a adopté le présent rapport.
